



TENDANCES ET ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER*

Juin 2005

Ces dernières années, les conditions générales de l'investissement international ont fortement varié selon les pays. Les performances macroéconomiques des économies à forte croissance en Asie et dans certaines autres régions en développement ont fortement tranché avec la croissance économique ralentie de l'Europe continentale. Entre ces deux extrêmes, la poursuite de la reprise économique dans certains pays (comme les États-Unis) a permis de rétablir progressivement la confiance des investisseurs.

Un autre facteur économique important aura été l'affaiblissement du dollar des États-Unis (USD). Il a non seulement joué sur la relative compétitivité des lieux de production alternatifs et donc, affecté les schémas d'allocation du commerce international, mais il a eu aussi un effet plus direct sur l'investissement direct étranger (IDE). En dehors des « apports de capitaux propres » (comme les projets d'investissement entièrement nouveaux et les fusions et acquisitions), l'IDE comprend de nombreuses opérations transnationales entre entités liées au sein des structures détenues par les entreprises multinationales. De nombreuses entreprises multinationales sont dites avoir profité de la faiblesse du dollar pour rembourser des prêts interentreprises, ce qui a eu pour effet de faire baisser les chiffres des entrées d'IDE dans certaines économies européennes en 2004.

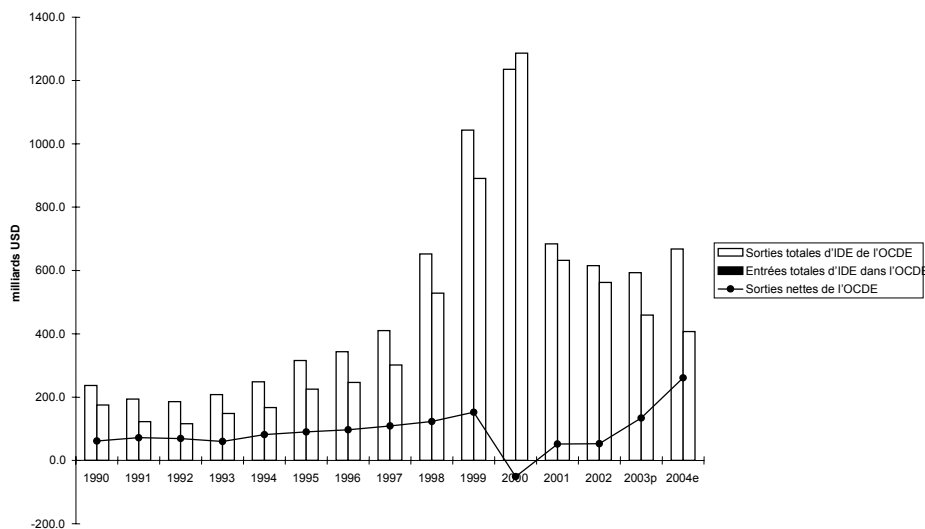
En troisième lieu, des facteurs structurels peuvent également avoir encouragé l'investissement direct en dehors de la zone OCDE. Les investisseurs sont de plus en plus attirés par les grandes économies qui offrent non seulement des coûts de production compétitifs, mais aussi l'accès à une clientèle dynamique. Étant donné leurs taux de croissance actuellement élevés, nombre d'économies en développement parmi les plus peuplées offrent des perspectives d'expansion bien plus grande encore au cours de la prochaine ou des deux prochaines décennies et les entreprises internationales misent plus en plus sur ces débouchés prometteurs. De surcroît, les réformes administratives et réglementaires ont encouragé les investisseurs internationaux à porter un regard plus attentif aux pays en développement. Les changements récents de structure du commerce international causés notamment par l'adhésion de la Chine à l'OMC et l'arrivée à son terme de l'Accord multifibres, ont encore encouragé l'investissement direct.

* Ce chapitre a été préparé par Hans Christiansen et Ayse Bertrand de la Division de l'investissement, OCDE. Nos remerciements vont à Kenneth Davies, Marie-France Houde, Blanka Kalinova, Clelia Mitidieri, Yesim Sisik et Dong-ju Yu de la Division de l'investissement et à Thomas Hatzichonoglou de la Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie pour sa contribution statistique et rédactionnelle. Cet article sera inclus dans les Perspectives de l'investissement international 2005 qui paraîtra en septembre.

1. L'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

L'exportation nette de capitaux d'investissement direct des pays de l'OCDE vers le reste du monde continue de battre de nouveaux records. Les sorties nettes d'IDE sont passées de 134 milliards USD (montant déjà confortable selon les normes historiques) au niveau record de 261 milliards USD en 2004¹ (graphique 1). La zone OCDE a joué son rôle traditionnel d'exportateur net d'IDE et l'on pourrait interpréter les chiffres récents comme la confirmation d'une tendance croissante à long terme. Toutefois, après la faiblesse des chiffres qui a suivi immédiatement le boom des investissements en 2000, la reprise des sorties nettes a été remarquablement rapide et il reste à voir si cette plus forte participation des pays de l'OCDE à l'apport de capitaux au reste du monde va perdurer.

Graphique 1. Flux d'investissement direct à destination et en provenance de l'OCDE



Source : OCDE, base de données sur l'investissement direct international

Les sorties nettes croissantes de l'OCDE traduisent une augmentation des sorties concomitamment à une diminution des entrées. Les sorties totales d'IDE des pays de l'OCDE sont passées de 593 milliards USD en 2003 à 668 milliards en 2004, illustrant en grande partie une reprise des flux provenant des États-Unis. Dans le même temps, les entrées totales d'IDE dans les 30 pays de l'OCDE n'ont jamais été aussi faibles depuis sept ans : 407 milliards USD. Ces entrées, toutefois, soutiennent favorablement la comparaison avec les niveaux enregistrés dans la majeure partie des années 90. La baisse des entrées ces dernières années a, au départ, été imputable à une contraction de l'IDE vers les États-Unis, mais plus récemment, elle traduit une baisse dans la plupart des économies d'Europe continentale.

1.1. Tendances récentes de l'IDE

En termes d'entrées d'IDE, 2004 aura marqué un « retour à la normale » au sens où les États-Unis ont regagné leur rôle de destination principale de l'IDE dans le monde qu'ils avaient généralement joué ces deux dernières décennies. Les entrées totales aux États-Unis se sont élevées

à 107 milliards USD dollars, en augmentation par rapport au niveau historiquement faible de 67 milliards USD en 2003 (tableau 1). Selon des compléments d'information récents, ce retournement est surtout résulté d'un essor des fusions-acquisitions transnationales dans le secteur financier des États-Unis². En deuxième lieu, le Royaume-Uni a reçu 78 milliards USD d'IDE en 2004, là encore à la suite de faibles entrées dans les années immédiatement antérieures.

La position des États-Unis comme fournisseur d'IDE s'est confirmée. Avec des sorties de 252 milliards USD en 2004, ce pays a contribué pour plus d'un tiers à l'IDE total de l'OCDE. Dans un certain nombre d'autres pays, les sorties d'IDE se sont bien tenues par rapport aux années précédentes. Le Royaume-Uni, le Canada et un groupe d'économies d'Europe continentale ont investi à l'étranger un total de l'ordre de 40 à 65 milliards USD en 2004.

Dans le reste de la zone de l'OCDE, le Japon est resté pratiquement à sa position de l'année précédente avec des sorties d'investissement direct de 30 milliards USD et des entrées d'un peu moins de 8 milliards USD. Le statut habituel du Japon en tant qu'exportateur net d'IDE est en accord avec l'excédent de ses comptes courants et avec la persistance apparente des difficultés rencontrées par les investisseurs étrangers pour pénétrer un ensemble de secteurs. Les entrées comme les sorties d'IDE en Europe continentale ont suivi une tendance décroissante en raison des redéploiements financiers dans le groupe des entreprises multinationales – notamment le remboursement d'un grand nombre de prêts interentreprises, mais aussi en raison d'une diminution des apports de capitaux propres, due, semble-t-il à la faiblesse des performances macroéconomiques et à des inquiétudes concernant la compétitivité de certains lieux de production.

1.1.1. Tendances dans quelques pays

L'Allemagne a particulièrement retenu l'attention, ne serait-ce que parce qu'il semblerait au premier abord, d'après les chiffres du tableau 1, que les entreprises étrangères aient cessé d'investir dans l'économie allemande et se soient engagées dans un processus de retrait massif. Toutefois, comme l'édition précédente des *Perspectives de l'investissement international* le prévoyait déjà, les chiffres de l'Allemagne en 2004 (et dans une certaine mesure 2003 aussi) ont subi l'effet de mouvements massifs sur les prêts interentreprises au sein des multinationales opérant en Allemagne ou à partir de l'Allemagne. En 2004, les investissements totaux de capitaux propres en Allemagne se sont élevés à 22 milliards USD, ce qui, bien qu'inférieur aux années antérieures, est comparable aux autres grandes économies développées. Dans les chiffres globaux, ces sommes ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport aux 46 milliards de crédit (faisant suite à 9 milliards USD en 2003) qui ont quitté les entreprises étrangères en Allemagne au profit d'entreprises liées. Selon les observateurs des milieux d'affaires, cette situation reflète pour partie les modifications du code des impôts pour les entreprises aux termes desquelles les entreprises multinationales ont moins intérêt à conserver des réserves liquides dans les sociétés apparentées allemandes. Plus probablement, il faut aussi y voir l'effet de la valorisation historiquement élevée de l'euro.

La chute, ces dernières années, de l'investissement de l'Allemagne à l'étranger semble, par ailleurs, plus étroitement liée aux changements réels d'affectation des capitaux des entreprises. En 2004, les investissements de capitaux à l'étranger sont devenus négatifs : pour la première fois depuis plusieurs années, les investissements neufs à l'étranger des entreprises allemandes ont été largement éclipsés par le remboursement de leurs investissements antérieurs. Ce résultat semble avoir été influencé par la déstructuration des holdings, mais il confirme également la tendance à long terme des entreprises allemandes de moins investir à l'étranger.

La *France* enregistre habituellement des entrées et sorties importantes d'IDE par rapport à la taille de son économie. L'année 2004 n'a pas fait exception, même s'il est à noter que les sorties se

sont beaucoup mieux tenues que les entrées d'investissement. La chute des entrées d'IDE en France passant de 42 milliards USD en 2003 à 24 milliards USD en 2004, a été marquée, comme dans le cas de l'Allemagne, par une diminution des prêts interentreprises mais elle traduit également une chute des investissements de capitaux propres qui sont revenus de 17 milliards USD à moins de 5 milliards USD. Cette baisse pourrait traduire un recul du nombre de transactions à grande échelle (comme les fusions-acquisitions transnationales) parce que des données indépendantes indiquent que le nombre de projets individuels d'investissement direct en France a, en réalité, augmenté de 7 % en 2004³.

Tableau 1. Flux d'investissement direct à destination et en provenance des pays de l'OCDE : 2001-04

(Milliards USD)

	Sorties				Entrées			
	2001	2002	2003p	2004e	2001	2002	2003p	2004e
Australie	12.1	7.9	14.3	16.7	4.6	15.6	6.8	42.2
Autriche	3.1	5.8	6.8	7.2	5.9	0.4	7.4	4.9
Belgique/Luxembourg	100.6	84.7
Belgique	..	12.7	36.9	26.1	..	15.6	32.1	34.4
Canada	36.0	26.7	21.5	47.4	27.7	21.5	6.4	6.3
République tchèque	0.2	0.2	0.2	0.5	5.6	8.5	2.1	4.5
Danemark	11.6	5.2	1.3	-11.1	11.6	6.9	2.7	-11.4
Finlande	8.4	7.6	-2.6	-1.0	3.7	7.9	3.3	4.7
France	86.8	50.5	53.2	47.8	50.5	49.1	42.5	24.3
Allemagne	39.7	15.2	-3.6	-7.3	26.4	50.6	27.3	-38.6
Grèce	0.6	0.7	0.0	0.6	1.6	0.1	0.7	1.4
Hongrie	0.4	0.3	1.6	0.5	3.9	3.0	2.2	4.2
Islande	0.3	0.3	0.4	2.4	0.2	0.1	0.3	0.4
Irlande	4.1	10.3	3.5	11.4	9.7	29.0	26.9	14.1
Italie	21.5	17.1	9.1	19.3	14.9	14.6	16.4	16.8
Japon	38.4	32.3	28.8	31.0	6.2	9.2	6.3	7.8
Corée	2.4	2.6	3.4	4.8	3.5	2.4	3.5	8.2
Luxembourg	..	126.2	101.1	59.0	..	117.1	92.4	57.0
Mexique	4.4	0.9	1.8	3.5	27.7	15.3	11.7	16.6
Pays-Bas	48.0	33.9	37.8	1.5	51.9	25.1	19.3	-4.6
Nouvelle-Zélande	0.9	-1.2	-0.1	0.9	4.2	-0.5	0.7	2.6
Norvège	-1.3	4.2	2.1	1.9	2.0	0.7	3.8	2.2
Pologne	-0.1	0.2	0.2	0.8	5.7	4.1	4.1	6.2
Portugal	6.2	0.2	7.3	6.2	6.3	1.8	6.6	1.1
République slovaque	0.1	0.0	0.0	0.2	1.6	4.1	0.6	1.1
Espagne	33.1	31.5	23.4	42.0	28.0	35.9	25.6	9.9
Suède	6.4	10.6	21.3	11.9	11.9	11.7	1.3	-1.9
Suisse	18.2	7.9	15.1	25.2	8.9	6.3	16.6	4.5
Turquie	0.5	0.2	0.5	0.9	3.3	1.0	1.7	2.6
Royaume-Uni	58.9	50.3	66.7	65.4	52.7	24.1	20.4	78.5
États-Unis	142.3	154.5	140.6	252.0	167.0	80.8	67.1	106.8
Ensemble de l'OCDE	683.8	614.9	592.8	667.8	632.0	561.9	458.8	406.6

Notes : Les données sont converties en USD sur la base des taux de change moyens ; p : données préliminaires ; e : estimations.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

Le *Royaume-Uni* constitue l'exception à la tendance de 2004 en étant l'un des rares pays européens à présenter une forte reprise des entrées d'IDE qui ont été portées à 78 milliards USD (plus du double des niveaux de 2003). A la différence de la plupart de l'Europe continentale, une reprise évidente des fusions-acquisitions à grande échelle (notamment des fusions-acquisitions transnationales) a en effet joué sur les flux d'entrées et de sorties (voir également la section suivante). Les deux plus grandes opérations de fusions-acquisitions, impliquant des entrées et des sorties d'investissement, ont concerné le secteur financier. Leurs valeurs annoncées publiquement étaient respectivement d'environ 15 milliards USD (en entrées) et de 9 milliards USD (en sorties). En plus de quelques opérations de grande envergure, l'investissement hors du Royaume-Uni a été soutenu par les montants très élevés de bénéfices réinvestis internationalement, ce qui traduit les positions importantes prises par les entreprises du Royaume-Uni en matière d'investissement à l'étranger, entre autres, en Amérique du Nord et dans le Commonwealth. En 2004, les entreprises à capitaux britanniques ont cumulé pour environ 26 milliards USD de bénéfices réinvestis dans leurs filiales à l'étranger.

Le *Canada* a connu l'une des plus fortes progressions de sorties d'IDE dans le monde en 2004, ce qui reflète, entre autres, la plus grande absorption de l'histoire d'une entreprise étrangère par une entreprise canadienne. En qualité d'investisseur direct à l'étranger, le Canada partageait la troisième place avec la France dans le classement 2004⁴. Les entrées d'IDE au Canada se sont maintenues en 2004, bien qu'à un niveau comparativement bas. Il faut ajouter que les chiffres, largement inchangés de 2003 à 2004, masquent une chute des acquisitions nettes par les entreprises étrangères qui a été compensée par des prêts interentreprises plus élevés.

L'investissement direct en Espagne a diminué de façon marquée ces dernières années, pour s'établir à 10 milliards USD en 2004, avec concomitamment des liquidations comparativement élevées d'investissements antérieurs par les entreprises étrangères. Toutefois les statistiques espagnoles d'IDE tiennent compte d'un nombre croissant de structures *ad hoc* (sociétés financières établies pour servir de vecteurs d'investissement) qui gonflent les entrées et sorties enregistrées en ne produisant guère ou pas d'effet sur le secteur espagnol des entreprises. Selon des estimations récentes, si l'on excluait l'investissement réalisé par le biais de ces structures, l'investissement en Espagne en 2004 serait de moins d'un milliard de dollars après avoir connu des entrées de l'ordre de 7 à 9 milliards USD les années immédiatement antérieures⁵.

En revanche, l'investissement direct hors de l'Espagne a repris en 2004. L'augmentation a été pour la plus grande partie due à une acquisition transnationale exceptionnelle faite par l'Espagne au Royaume-Uni mais les chiffres reflètent aussi la continuation des activités des entreprises espagnoles dans les pays voisins et en Amérique latine. Ces deux dernières années, le Mexique, le Chili et le Brésil ont compté parmi les 10 premières destinations de l'investissement direct étranger de l'Espagne.

Même si la *Suisse* est traditionnellement exportatrice de capitaux d'investissement direct, en 2004, les entrées d'IDE ont atteint un niveau encore plus faible que d'habitude (4.5 milliards USD) – et elles auraient été encore moindres si les chiffres d'IDE n'avaient pas été soutenus par l'ampleur des bénéfices réinvestis. L'année 2004 aura été la première depuis plus de dix ans où les investisseurs directs étrangers ont, dans l'ensemble, retiré des capitaux propres de Suisse. (On appliquera à cet égard la même réserve que pour l'Espagne : la Suisse accueille également un grand nombre de structures *ad hoc*.) Dans le même temps, l'investissement direct hors de Suisse est reparti en hausse pour atteindre 25 milliards USD, soutenu par un renouvellement des apports de capitaux propres et des réinvestissements considérables de bénéfices dans les filiales étrangères des entreprises suisses.

Les données relatives aux petits pays européens doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où les variations annuelles tendent à être dominées par des opérations de capital entre les entreprises apparentées et les activités des structures *ad hoc*. Ainsi, à titre d'exemple, on peut

mentionner l'apparent effondrement de l'investissement direct entrant et sortant des *Pays-Bas* en 2004 qui reflète largement les changements massifs en matière de prêts interentreprises entre personnes morales aux États-Unis et aux Pays-Bas. Autre exemple, la chute concomitante des entrées et sorties d'IDE au *Danemark*. Des informations plus détaillées révèlent que cette situation est due à l'élimination des positions détenues par le biais des structures *ad hoc* sans lesquelles les entrées et les sorties du pays seraient proches de zéro⁶. La baisse des entrées et des sorties d'IDE au *Luxembourg* en 2004 doit être considérée comme un retour (ou une tendance à un retour) à des niveaux plus normaux. Elle fait suite à plusieurs années de chiffres grossis par les restructurations des sociétés holdings internationales situées à Luxembourg

1.2. Les « Opérations » dans le détail : examen approfondi des fusions et acquisitions

Si les fusions et acquisitions ne constituent qu'un élément des flux totaux d'IDE, dans la plupart des pays de l'OCDE, elles représentent plus de la moitié de l'investissement total. De plus, elles ont tendance à être la composante de l'IDE qui réagit plus fortement, ou plus immédiatement, aux changements de conjoncture, aux conditions financières et aux performances macroéconomiques. Les données d'ensemble pour les fusions-acquisitions transnationales en 2004 et au début 2005 peuvent donc donner une indication supplémentaire sur les destinations de l'IDE. Il faut cependant se montrer prudent : les données sur les fusions-acquisitions recueillies par des organismes privés tendent à être plus globales que les statistiques officielles d'IDE. Les données de l'IDE n'incluent que la valeur des actifs des entreprises réellement transférés tandis que les données publiées sur les fusions-acquisitions ont tendance à prendre comme point de départ la valeur marchande totale des entreprises acquises. Les données utilisées ci-après ont été aimablement fournies par Dealogic.

Selon les données récentes, les fusions et acquisitions ont connu un redressement beaucoup plus rapide que l'IDE depuis 2003, ce qui confirme les impressions de la section précédente : la reprise progressive de l'IDE (jusqu'alors limitée aux sorties) s'est produite alors que les entreprises marquaient un intérêt plus prononcé pour de nouveaux projets contrebalancé par des retraits importants de prêts interentreprises au sein des réseaux d'entreprises existants. Le total des actifs des fusions-acquisitions transnationales dans les pays de l'OCDE a progressé de plus d'un tiers en 2004 (tableau 2).

Tableau 2. Fusions-acquisitions transnationales à destination et en provenance des pays de l'OCDE, total

(Milliards USD)

	Sorties	Entrées
1995	138.0	151.0
2000	1160.8	1134.2
2001	606.4	586.6
2002	378.3	409.4
2003	309.7	328.0
2004	413.0	452.8
janvier-mai 2005	216.6	221.6
Estimations 2005	519.8	531.9

Source : Dealogic.

Au cours des cinq premiers mois de 2005, on a enregistré un total de 216.6 milliards USD de fusions-acquisitions hors de la zone OCDE et de 221.6 milliards USD dans la zone OCDE. Si l'on considère ces chiffres comme des indicateurs pour l'ensemble de l'année 2005, les flux sortants de l'OCDE, sur la base d'une estimation brute, pourraient s'élever à environ 520 milliards USD et les

flux entrants à 530 milliards USD. Si les faits confirmaient ces estimations, les fusions-acquisitions de 2005 atteindraient leur niveau le plus élevé depuis 2001.

En s'appuyant sur les schémas historiques de covariation entre les fusions-acquisitions et l'IDE, ces chiffres peuvent donner lieu à une projection des flux d'IDE. Selon les tendances actuelles, l'IDE à destination et en provenance de la zone OCDE pourrait augmenter de 15 à 20 % en 2005.

1.2.1. Tendances sectorielles récentes et détail des transactions

Les différentes transactions de fusions-acquisitions transnationales en 2004 et dans la première moitié de 2005 confirment l'image d'un « retour à la normale ». La prédominance des sociétés de télécommunication et les transactions à des prix exorbitants observées depuis la fin des années 90 relèvent du passé. Les fusions-acquisitions internationales, dont le nombre s'est accru ces dernières années, se sont mieux réparties entre les secteurs et ont surtout impliqué des opérations allant de 2 à 5 milliards USD. Il est toutefois à noter que les secteurs manufacturiers traditionnels, particulièrement ceux qui ciblent directement les consommateurs, n'ont pas encore connu d'augmentation particulière des opérations de rachats transnationaux. Les tendances principales sont données ci-après.

Comme c'était le cas avant le « boom des télécoms » à la fin des années 1990, beaucoup des fusions-acquisitions les plus importantes concernent *le secteur financier*. Les deux plus grandes opérations ont été le rachat de Abbey National du Royaume-Uni par Banco Santander Central Hispano d'Espagne (estimé par Dealogic à 16.8 milliards USD) et l'acquisition par l'assureur canadien Manulife Financial Corp de John Hancock Financial Services des États-Unis (14.0 milliards USD). Une troisième très grande absorption dans le secteur financier a été l'achat en 2004 par la Royal Bank of Scotland, par l'intermédiaire de sa filiale Citizens Financial Group, de Charter One Financial Inc., des États-Unis pour 10.2 milliards USD.

Les secteurs financiers des pays asiatiques ont également connu des acquisitions d'entreprises et de positions stratégiques par des intérêts étrangers. En 2004, Capital Research & Management, aux États-Unis, a versé environ 3.0 milliards USD pour une participation de 10 % dans UFJ Holdings au Japon et Citigroup des États-Unis a acquis la Korean KorAm Bank pour 2.7 milliards USD. Au début de 2005, la Korea First Bank a acheté Standard Chartered du Royaume-Uni pour 3.2 milliards USD.

Autre secteur en proie à une forte activité, *la gestion et l'investissement immobiliers*. Ce secteur n'est pas traditionnellement un gisement d'acquisitions par des capitaux étrangers, mais en 2004 et au début 2005, il a attiré, particulièrement en Europe continentale, des montants importants d'investissement international. Fondo Immobili Pubblici en Italie, a été privatisé au profit d'un groupe d'investisseurs étrangers pour 4.5 milliards USD, Fortress Investment Group LLC des États-Unis a versé 4.3 milliards USD pour acheter presque toutes les actions de GAGFAH en Allemagne et Sophia SA, France a été acquise par l'Américain General Electric pour 4.2 milliards USD. Par ailleurs, la plus importante transaction du premier semestre 2005 entre dans cette catégorie. Metrovacesa SA, d'Espagne a versé 6.8 milliards USD pour acquérir 38.5 % des actions de l'entreprise française Gecina SA.

Dans le secteur des services aux collectivités, *la production et la distribution d'énergie* a été la cible de plusieurs rachats transnationaux en 2004 et 2005. En 2004, International Power plc du Royaume-Uni et Japanese Mitsui & Co ont acquis conjointement le portefeuille international de production électrique d'Edison Mission Energy dans une transaction évaluée par Dealogic à 5.5 milliards USD. TXU Australia a été acquise par Singapore Power Ltd pour 3.7 milliards USD, les exploitations industrielles de gaz de la société allemande Messer Griesheim GmbH ont été achetées

par Air Liquide SA de France pour 3.3 milliards USD et l'entreprise allemande E.ON AG a versé 2.9 milliards USD pour acquérir 44.6 % des actions de Sydkraft AB en Suède. Deux des plus grandes transactions du début 2005 ont été l'acquisition de National Grid Transco du Royaume-Uni pour 5.7 milliards USD par un groupe international d'investisseurs et une conversion de dette en prise de participation pour un montant de 5.7 milliards USD avec les créanciers internationaux de British Energy plc.

Si l'activité du *secteur des télécommunications* n'est sans doute que « l'ombre d'elle-même », plusieurs transactions importantes sont néanmoins intervenues depuis un an et demi. Notamment, la société américaine WorldCom Inc, en difficulté, a été acquise par un groupe international de créanciers lors d'une transaction évaluée à 10.7 milliards USD. En Asie, un certain nombre d'entreprises de téléphonie mobile a été acquies en une seule transaction évaluée à 4.1 milliard USD par China Mobile Ltd de Hong Kong (Chine) et un groupe d'opérateurs de téléphone basé en Allemagne (des filiales immatriculées localement de Turkcell, LM Ericsson et TeliaSonera) a versé 3.0 milliards USD pour acheter la deuxième licence de téléphone mobile en Iran. Au début de 2005, Intelsat Ltd, Bermudes, a été acquise par Zeus Holdings Ltd, basé au Royaume-Uni pour un montant de 5.1 milliard USD et le groupe britannique Vodaphone a versé 4.5 milliards USD pour acquérir le Néerlandais ClearWave NV.

Enfin, il faut mentionner quelques acquisitions internationales de grande envergure dans les *secteurs de la pharmacie et des biotechnologies*. La plus grande transaction dans ce domaine a été l'achat d'Hexal AG, en Allemagne, pour 5.7 milliards USD par le groupe suisse Novartis. Parmi les autres acquisitions pharmaceutiques, on retiendra l'achat par la société israélienne Teva Pharmaceutical Industries de Sicor Inc, aux États-Unis, pour 3.4 milliards USD et la vente par Roche Holding, pour un montant de 3 milliards USD, de son unité de produits pharmaceutiques délivrés sans ordonnance à l'Allemand Bayer AG. Dans le secteur des biotechnologies, Le groupe belge UCB a acquis lors d'une transaction très médiatisée, la société britannique de haute technologie, Celltech Group, pour 2.7 milliards USD.

1.3. Perspectives à long terme

Au cours de la dernière décennie, les pays de l'OCDE ont fermement établi leur rôle de principaux contributeurs de l'investissement direct (voir aussi la section suivante). Les sorties nettes de la zone OCDE se sont élevées à 1 020 milliards USD au cours de la dernière décennie (1995-2004 – voir le tableau 3). Le Royaume-Uni, la France, le Japon et la Suisse ont été les principaux exportateurs nets d'IDE de la zone OCDE. En revanche, les États-Unis qui se sont constamment montrés les investisseurs les plus actifs pour les flux entrants comme pour les flux sortants, ont enregistré au cours de ces dix dernières années des sorties nettes comparables à celles d'une économie européenne moyenne.

En tant que bénéficiaires d'entrées d'IDE, les États-Unis constituent une catégorie particulière. Entre 1995 et 2004, le pays a reçu 1 435 milliards USD d'IDE. On serait tenté de conclure que, si l'on ne tient pas compte des flux qui transitent par les structures *ad hoc* dans les pays du Benelux, les entrées totales aux États-Unis sont largement supérieures aux entrées reçues par les numéros deux, trois et quatre mondiaux. Toutefois, il n'existe pas d'estimations fiables qui permettent de calculer dans quelle mesure l'investissement direct étranger aux États-Unis n'est pas lui-même amplifié par les flux financiers qui transitent, par exemple, par les centres extraterritoriaux des Caraïbes.

Tableau 3. Entrées cumulées d'IDE dans les pays de l'OCDE 1995-2004

(Milliards USD)

Entrées		Sorties		Sorties nettes	
États-Unis	1461.4	États-Unis	1511.6	Royaume-Uni	404.1
Belgique/Luxembourg	868.4	Royaume-Uni	938.4	France	317.0
Royaume-Uni	534.3	Belgique/Luxembourg	870.0	Japon	223.5
Allemagne	375.5	France	673.0	Suisse	121.2
France	356.0	Allemagne	429.8	Pays-Bas	93.9
Pays-Bas	273.8	Pays-Bas	367.7	Espagne	84.0
Canada	206.6	Japon	280.9	Canada	69.0
Espagne	184.0	Canada	275.6	Allemagne	54.3
Suède	157.9	Espagne	268.0	États-Unis	50.2
Mexique	147.9	Suisse	209.3	Italie	26.0
Irlande	139.3	Suisse	166.1	Finlande	22.6
Australie	118.2	Italie	126.5	Suède	8.1
Italie	100.6	Australie	73.8	Portugal	7.8
Suisse	88.1	Finlande	72.1	Islande	2.5
Danemark	71.2	Danemark	60.8	Belgique/Luxembourg	1.6
Japon	57.4	Irlande	46.6	Norvège	0.5
Pologne	56.2	Corée	39.9	Autriche	-4.1
Finlande	49.5	Autriche	39.7	Grèce	-4.5
Corée	48.6	Portugal	38.8	Corée	-8.7
Autriche	43.8	Norvège	37.0	Turquie	-9.3
République tchèque	41.0	Mexique	10.6	Danemark	-10.4
Norvège	36.5	Hongrie	4.5	République slovaque	-11.6
Hongrie	35.2	Turquie	4.4	Nouvelle-Zélande	-18.2
Portugal	30.9	Grèce	4.3	Hongrie	-30.8
Nouvelle-Zélande	19.7	Islande	4.2	République tchèque	-39.4
Turquie	13.7	Pologne	1.6	Australie	-44.4
République slovaque	11.8	République tchèque	1.6	Pologne	-54.5
Grèce	8.9	Nouvelle-Zélande	1.5	Irlande	-92.7
Islande	1.7	République slovaque	0.2	Mexique	-137.3
Total OCDE	5 538.2	Total OCDE	6 558.6	Total OCDE	1 020.3

Source: OECD International Direct Investment Database.

Ceci démontre l'attraction continue qu'exerce l'économie américaine auprès des investisseurs du monde entier, mais un autre ensemble de facteurs est également entré en jeu. Tout d'abord les États-Unis ont connu des déficits courants importants au cours des dix dernières années alors que beaucoup d'autres pays de l'OCDE, tout comme la Chine, ont enregistré des excédents dans le même temps. La nécessité de financer ces déséquilibres a naturellement conduit à faire entrer des flux financiers aux États-Unis dont une partie sous forme d'IDE, compte tenu du climat généralement favorable à l'investissement. Ensuite, les entrées brutes importantes ont périodiquement servi de contreparties à des sorties de même ampleur. Pendant le mini-boom des fusions-acquisitions enregistré depuis la fin des années 90, on a pu observer de véritables rachats transnationaux en chaîne, les produits d'une vente servant à financer le rachat suivant, gonflant les entrées et sorties totales sans nécessairement affecter beaucoup les positions nettes en matière d'investissement direct.

2. Le rôle grandissant des économies non membres

2.1. Investissement direct dans les économies non membres de l'OCDE

2.1.1. Pays ayant adhéré à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales

Neuf pays, bien que non membres de l'OCDE, se sont ralliés à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales ; ce sont l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Estonie, Israël, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie. Parmi ces pays, les principaux bénéficiaires (et dans une certaine mesure les pays d'origine) de l'IDE sont habituellement les pays d'Amérique du Sud. L'année 2004 n'a pas fait exception (tableau 4). Toutefois, les entrées en Roumanie ont marqué une nette reprise en 2004, avec notamment des investissements importants pour des projets entièrement nouveaux que les analystes attribuent au succès de la politique macroéconomique de stabilisation dans ce pays et aux efforts des investisseurs pour se positionner dans un paysage européen en mutation. Selon les autorités, un grand nombre d'autres projets entièrement nouveaux ou utilisant des installations existantes sont en cours d'examen et s'ils devenaient réalité, pourraient renforcer davantage dans les prochaines années l'IDE en Roumanie.

Dans l'ensemble de l'Amérique du Sud, on a observé en 2004 un rebond des entrées d'investissement direct qui, si leur niveau est élevé comparé à de nombreux autres pays en développement, restent bien en dessous des normes passées. L'Argentine, en particulier, semble connaître un redressement. Après la crise profonde qui a suivi la crise monétaire de 2002, de nombreux investisseurs directs étrangers, surtout dans le secteur des services aux collectivités, ont retiré leurs investissements. Toutefois une reprise tirée par les exportations semble maintenant fermement établie, ce qui a contribué à un regain d'intérêt des investisseurs. D'autres investissements pourraient être faits. Au cours d'une visite en Argentine du président chinois Hu Jintao en novembre 2004, des entreprises publiques et privées chinoises ont signé des lettres d'intention d'investir près de 20 milliards USD dans les dix ans à venir dans les secteurs des transports, des hydrocarbures, de l'exploitation minière, de la construction, des télécommunications et du tourisme.

Tableau 4. Investissement direct étranger quelques pays non membres

(Milliards USD)

	Entrées d'IDE				Sorties d'IDE			
	2001	2002	2003	2004	2001	2002	2003	2004
Pays signataires¹ :								
Argentine	2.2	2.2	1.9	4.3	0.2	-0.6	0.8	0.3
Brésil	22.5	16.6	10.1	18.2	-2.3	2.5	0.2	9.5
Chili	4.2	2.5	4.4	7.6	1.6	0.3	1.9	0.9
Estonie	0.5	0.3	0.9	0.9	0.2	0.1	0.1	0.3
Lettonie	0.1	0.3	0.3	0.6	0.0	0.0	0.0	0.1
Lituanie	0.4	0.7	0.2	0.8	0.0	0.0	0.0	0.3
Israël	3.6	1.8	3.9	1.7	0.7	1.0	2.1	3.2
Roumanie	1.2	1.1	2.2	5.2	0.0	0.0	0.0	0.1
Slovénie	0.5	1.7	0.3	0.5	0.1	0.2	0.5	0.5
Autres :								
Chine continentale	44.2	49.3	47.1	54.9	6.9	2.5	-0.2	1.8
Hong Kong, Chine	23.8	9.7	13.6	34.0	11.3	17.5	5.5	39.7
Inde	3.8	3.7	4.3	5.3	0.8	0.5	0.9	2.3
Russie	2.7	3.5	8.0	11.7	2.5	3.5	9.7	9.6
Singapour	15.0	5.7	9.3	16.1	17.1	3.7	3.7	10.7
Afrique du Sud	6.8	0.8	0.7	0.6	-3.2	-0.4	0.6	1.6

¹ Pays ayant adhéré à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales.

Source : Les statistiques de la balance des paiements du FMI

Le Brésil a reçu 18.2 milliards d'IDE en 2004, soit le montant le plus élevé en trois ans et près du double de celui de l'an passé. On rapporte que ce chiffre a été influencé par des grandes opérations de changement de contrôle dans le secteur des brasseries, ce qui a aussi favorisé les sorties d'IDE. Mais cela traduit également un regain général d'intérêt de la part des investisseurs dans la mesure où la reprise des principales économies d'Amérique latine se poursuit.

Au Chili également, les entrées d'IDE ont presque doublé, passant de 4.4 milliards USD en 2003 à 7.6 milliards USD en 2004. La seule très grande opération en 2004 a concerné la restructuration financière d'une entreprise multinationale déjà présente au Chili (Endesa España), mais l'amélioration observée recouvre aussi des apports considérables de capitaux propres. La plupart des grandes transactions ont eu lieu dans le secteur des télécommunications.

2.1.2. Chine

Les entrées d'IDE dans l'économie chinoise continuent de battre de nouveaux records. En 2004, elles ont atteint 54.9 milliards USD – le plus haut niveau enregistré. Ce chiffre est à mettre en parallèle avec la forte montée des sorties d'IDE de Hong Kong (Chine) qui passent du chiffre inhabituel de 5.5 milliards de dollars en 2003 à 39.7 milliards en 2004. Il ne fait de doute que les investisseurs basés à Hong Kong comptent pour beaucoup dans l'investissement direct sur le continent, mais il serait trop simpliste d'attribuer le boom de l'IDE chinois au « circuit en boucle » des investissements et autres artifices financiers et statistiques similaires. Les observateurs en Chine se montrent inquiets quant à une possible surchauffe du cycle d'investissement, de grandes quantités de capitaux spéculatifs venant des économies voisines pour se déverser dans le pays. La plupart de ces entrées n'ont pas pour objectif des participations dans des entreprises cotées en bourse, mais une bonne part est investie en

biens immobiliers. Une autre explication à cette montée de l'IDE tient aux bénéficiaires réinvestis. De nombreux projets d'investissement réalisés dans le passé se sont révélés très profitables et les investisseurs ne semblent pas pressés de rapatrier leurs bénéfices.

Dans le cas des entreprises multinationales basées dans la zone de l'OCDE, l'investissement direct en Chine s'est traditionnellement orienté en grande partie vers des projets entièrement nouveaux dans le but de produire localement pour le marché chinois. La presse et le public se sont récemment intéressés à l'émergence de la Chine comme base de production à bas coûts dans des secteurs comme le textile, mais les faits montrent que ces entreprises sont largement détenues localement ou contrôlées par des membres de la diaspora chinoise. Les entreprises domiciliées dans les pays de l'OCDE ont plutôt tendance à faire du commerce avec les entreprises chinoises qu'à en acquérir le contrôle. Phénomène nouveau pour les entrées d'IDE, les fusions-acquisitions transnationales prennent une importance croissante, alors qu'il y a quelques années encore, elles étaient inconnues en Chine. En 2004, Anheuser-Bush a ainsi acquis une participation de contrôle dans Harbin Breweries, opération dont la presse s'est largement fait l'écho.

2.1.3. Russie

Les entrées d'investissement direct en Russie qui avaient déjà bien repris en 2003, se sont encore améliorées jusqu'à atteindre 11.7 milliards USD en 2004. Comme les années précédentes, le secteur de l'énergie a attiré des investissements considérables. L'un des faits marquants en 2004 aura été l'acquisition par ConocoPhillips d'une position stratégique dans Lukoil, la plus grande compagnie pétrolière russe. En revanche, la reprise de l'investissement dans la fabrication de biens de consommation marque une rupture par rapport aux tendances antérieures. Comme l'indiquent les précédentes éditions d'*International Investment Perspectives*, la plupart des entreprises contrôlées par des capitaux étrangers se sont jusqu'ici contentées d'avoir accès aux consommateurs russes par des réseaux de vente et de distribution. Plus récemment, ces entreprises ont été nombreuses à établir des sites en Russie pour produire près des marchés. Cette évolution résulte d'une part d'un boom de la distribution au détail alimenté par l'augmentation des revenus des ménages et l'essor des crédits à la consommation. Par ailleurs, les droits relativement élevés sur les importations ont également pesé sur le choix pour les entreprises multinationales entre servir les consommateurs localement ou à partir de sites de production à l'étranger.

Les observations sur le terrain montrent qu'un secteur industriel en Russie se distingue en tant que bénéficiaire d'IDE ces dernières années : la production automobile⁷. Ford Motor Company, qui a entrepris un projet d'investissement entièrement nouveau près de St Pétersbourg en 2002, fait état d'une nette augmentation de ses ventes d'automobiles produites localement. General Motors s'était lié à AvtoVAZ quelques années auparavant et s'est récemment engagé à investir dans son usine de Vsevolzhsk pour quadrupler ses capacités. Volkswagen et Renault ont également lancé des projets et Toyota est dans la phase finale de préparation d'une usine d'automobiles près de St Pétersbourg qui, lorsqu'elle sera mise en exploitation en 2006, devrait être la plus grande de Russie.

2.1.4. L'Inde

Il est également intéressant d'observer la croissance régulière des entrées d'investissement direct en Inde. Ces entrées d'IDE qui ont atteint 5.3 milliards USD en 2004 sont éclipsées par l'investissement en Chine et elles restent inférieures à l'IDE à destination de Singapour, Hong Kong (Chine) et plus récemment de la Russie, mais il y a néanmoins matière à s'en féliciter. Avant tout, les données relatives à l'IDE en Inde sont systématiquement sous-évaluées parce que les définitions statistiques en vigueur ne rendent pas compte de plusieurs transactions que l'on considère généralement comme de l'investissement direct (prises de participation sans contrepartie monétaire,

bénéfices réinvestis d'entreprises détenues indirectement et crédits commerciaux à court terme entre entreprises apparentées)⁸. L'Inde est en train de modifier ses modes de mesure de l'IDE pour se conformer à la méthodologie adoptée internationalement et elle devrait bientôt produire des estimations révisées pour les années récentes qui seront nettement supérieures aux chiffres publiés auparavant. Ensuite, le processus d'ouverture de l'Inde à l'investissement direct étranger a commencé plus tard qu'en Chine et que dans certaines autres économies en développement. Il y a moins de dix ans, l'IDE à destination de l'Inde était dérisoire, de sorte que les entrées de 2003 et 2004 représentent une progression majeure par rapport à leurs niveaux précédents. Si l'engagement national dans la poursuite de la réforme de l'économie et de la réglementation maintient ces objectifs, il n'y a pas de raison de voir ralentir l'investissement direct dans les années à venir.

2.1.5. Investissement des pays de l'OCDE dans le reste du monde

Comme on l'a vu, les principaux pays qui investissent directement à l'étranger sont en général ceux qui ont les plus grandes économies intérieures, ceux qui présentent les plus grands excédents des comptes courants et ceux qui sont étroitement intégrés avec leurs pays voisins, ce qui n'implique pas, toutefois, qu'ils soient particulièrement ouverts au reste du monde (hors OCDE). Si l'on examine la part des positions d'IDE total investi en dehors de la zone de l'OCDE, l'image qui en ressort est différente (graphique 2).

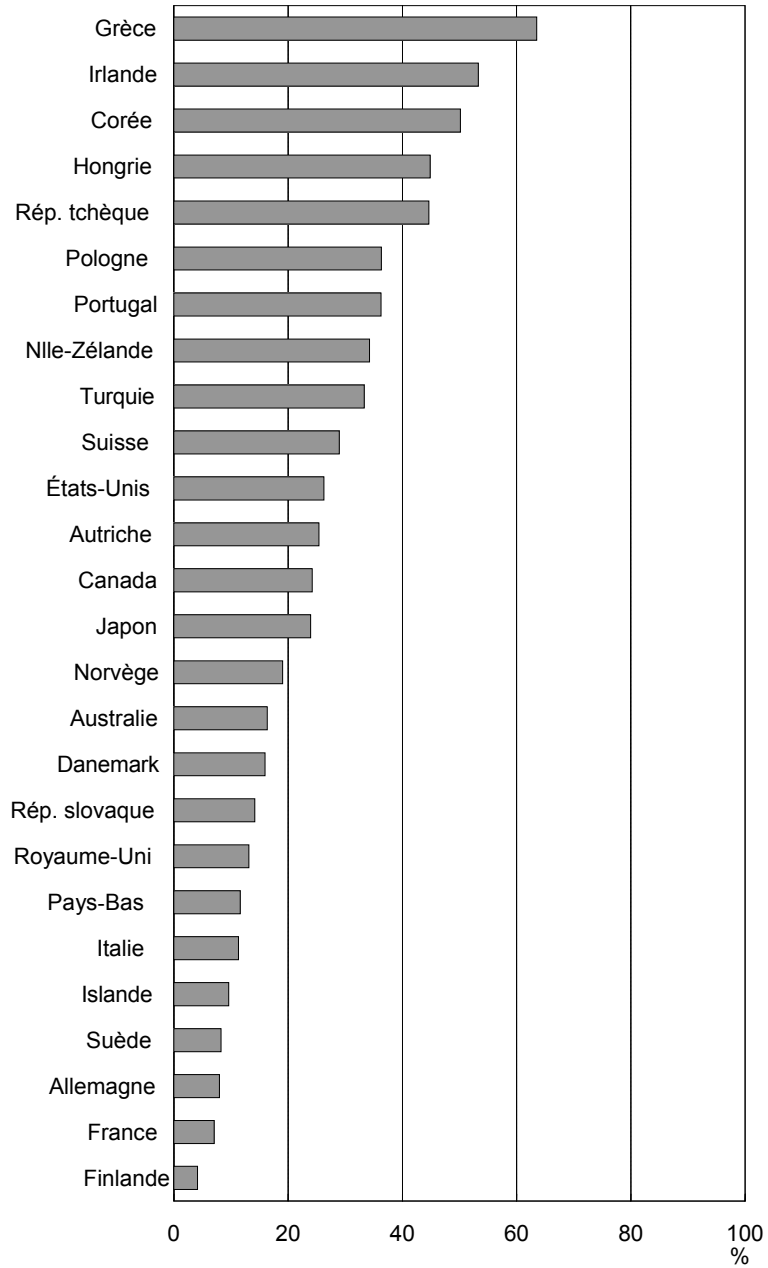
Le graphique illustre l'adage bien connu selon lequel l'investissement direct privilégie les pays voisins. Les économies européennes occidentales qui sont pour la plupart des investisseurs actifs à l'étranger, ont eu tendance à investir leurs capitaux dans les autres pays de l'UE de préférence aux économies hors OCDE. En revanche, les pays à la limite géographique de l'Union européenne (comme la Grèce, la Hongrie et la République tchèque) détiennent près de la moitié de leurs positions d'IDE dans des pays extérieurs à l'OCDE. Il en va de même pour la Corée du Sud. Parmi les grandes économies de l'OCDE, les États-Unis et la Suisse se distinguent par des investissements directs à l'étranger comparativement plus importants en dehors de la zone de l'OCDE.

Les positions bilatérales d'IDE des pays de l'OCDE vis-à-vis des différentes économies émergentes et en développement, apportent un éclairage supplémentaire. Par exemple, malgré les entrées massives d'IDE en Chine continentale et à Hong Kong ces dernières années, l'Amérique latine reste la région du monde en développement qui a reçu la plus grande part de l'IDE des pays de l'OCDE (tableau 5), ce qui reflète principalement l'investissement de pas moins de 229 milliards USD en provenance des États-Unis à destination de l'Amérique latine. Peut-être de façon surprenante, le deuxième investisseur direct en Amérique latine a été jusqu'à présent la Suisse avec un total de 45 milliards USD.

En deuxième lieu, si la Chine avait cumulé en 2002 d'importants apports d'IDE estimés à 44 milliards USD en provenance de la zone de l'OCDE, ce montant est inférieur aux capitaux attirés par Hong Kong (Chine) et surtout par Singapour. Là encore, la plus grande part des entrées d'IDE en Chine provient des pays voisins. En revanche, les centres financiers comme Singapour et Hong Kong ont bénéficié d'investissements massifs de pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la Suisse.

L'Afrique est la seule région en développement où les grandes économies européennes semblent jouer un rôle plus important que les États-Unis et le Japon en tant qu'investisseurs directs. Si l'on considère les positions bilatérales d'investissement, le plus grand investisseur en Afrique est le Royaume-Uni (18 milliards USD – pour l'essentiel en Afrique du Sud), suivi par la France (17 milliards USD – pour une bonne part en Afrique francophone). L'investissement en Afrique provenant des économies de l'OCDE reste très faible par rapport aux autres parties du monde – bien qu'il ne le soit pas tant, comparé au nombre d'habitants et aux économies des pays bénéficiaires.

Graphique 2. Part des positions d'IDE totales investies en dehors de la zone OCDE



Source: Indicateurs de la mondialisation économique, OCDE (2005).

Tableau 5. IDE des pays de l'OCDE dans quelques pays non membres, 2002

(Milliards USD)

Destination	Investissement direct provenant de :									Total OCDE ¹
	États-Unis	Japon	Allemagne	Royaume-Uni	France	Italie	Canada	Suisse	Autres	
Amérique latine²	228.8	..	14.5	35.7	15.3	9.4	..	45.3	42.0	391.0
Argentine	11.2	..	1.2	1.5	2.3	1.7	3.2	0.5	3.9	25.5
Brésil	27.6	4.0	5.0	3.4	6.4	2.5	4.8	2.7	15.9	72.3
Chili	10.0	..	0.5	2.4	0.6	0.1	3.8	0.3	0.7	18.4
Asie²	150.6	52.9	23.4	38.8	11.2	2.2	..	19.0	29.9	328.0
Chine	10.5	12.4	6.6	5.4	2.5	0.5	0.5	1.4	4.6	44.4
Hong Kong, Chine	41.6	5.4	3.8	9.2	1.7	0.5	1.7	2.1	4.0	70.0
Inde	3.3	1.3	1.6	2.1	0.6	0.4	0.1	0.4	1.3	11.1
Singapour	52.4	10.4	6.1	10.9	3.4	0.3	2.7	10.4	6.6	103.2
Afrique	16.3	1.2	4.2	17.8	17.2	3.3	1.8	2.5	9.0	73.3
Afrique du Sud	3.4	0.3	2.5	11.2	0.5	0.3	0.1	0.9	1.3	20.5

Notes :

1 Somme des positions d'investissement direct à l'étranger des pays de l'OCDE pour lesquels les données sont disponibles.

2 A l'exclusion des pays de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

2.2. *Économies émergentes, investisseurs émergents*

Si presque tous les pays en développement restent des importateurs nets d'IDE, plusieurs d'entre eux sont néanmoins apparus comme des investisseurs importants à l'étranger ces dix dernières années. Il n'est pas surprenant que ce soit les économies relativement plus avancées (comme certains pays de l'ANASE, l'Afrique du Sud en Afrique et le Brésil et le Chili en Amérique du Sud) qui arrivent en tête. Les principaux bénéficiaires de ces nouveaux investissements directs à l'étranger ont, au moins à l'origine, été d'autres pays en développement – la plupart situés dans la même région et jouissant souvent de la proximité et de liens culturels avec les pays investisseurs.

Les données sont rares, mais le Rapport sur l'investissement dans le monde 2004 estimait, à partir d'une étude analytique, que « l'investissement sud-sud » entre les pays en développement pouvait représenter jusqu'à un tiers des flux globaux d'IDE⁹. Cela ne signifie pas, toutefois, que l'investissement entre pays en développement connaît une augmentation inexorable. Par exemple, la crise financière asiatique de 1997 a prélevé un lourd tribut sur l'investissement direct sud-sud au sein des pays de l'ANASE et a gravement affecté certains des pays les plus pauvres de la région¹⁰.

Encore plus récemment, on a observé l'émergence de sociétés originaires des pays en développement qui devenaient des investisseurs directs dans la zone de l'OCDE. Les pays en développement qui présentent d'importants excédents de leurs comptes courants ont, dans le passé, réinvesti leurs produits dans le monde industrialisé, notamment sous la forme d'investissement direct. (On songe ici à l'exemple de l'OPEP dans les années 1980). Toutefois, c'est beaucoup plus récemment que sont apparues dans les pays en développement des entreprises internationales qui cherchent à intégrer des sociétés des pays de l'OCDE dans leur chaîne mondiale de valeur. Pour l'heure, ce phénomène reste largement anecdotique. Cette section s'attachera à quelques exemples dans trois régions (Chine, Russie et Amérique latine).

2.2.1. Chine

Au cours du dernier quart de siècle, tout en devenant une destination majeure de l'IDE, la Chine a commencé à être une source croissante d'IDE pour le reste du monde. Les entreprises chinoises ont investi à l'étranger pendant la plus grande partie de la période de réforme post 1978. Au début des années 80, des succursales d'entreprises continentales ont été établies à Hong Kong pour investir à l'étranger (et incidemment « faire circuler en boucle » les capitaux pour profiter des aides à l'investissement en Chine même). L'IDE des entreprises chinoises avait pour principal objectif d'organiser le commerce extérieur chinois, en expansion rapide, et de s'assurer un approvisionnement en ressources naturelles bien qu'il y ait eu aussi quelques investissements (principalement pour chercher des marchés) dans des sites de production hors de Chine.

C'est pourquoi, la plus grande part des sorties d'IDE de la Chine concernent le commerce et les ressources, la production manufacturière étant mineure et les services négligeables. Du point de vue de sa répartition géographique, cet IDE privilégie la région Asie-Pacifique et s'oriente très peu jusqu'à présent vers l'Europe. Ce schéma va probablement changer car les entreprises chinoises cherchent à conquérir des parts de marchés et à acquérir des technologies dans les pays développés, particulièrement par des fusions-acquisitions, et les entreprises de services élargissent leur horizon géographique. (On ne dispose pas encore de données fiables sur les sorties d'IDE de la Chine ; quelques mises en garde sur les statistiques sont formulées dans l'encadré 1.)

En 2000, les autorités ont commencé à afficher leur volonté d'accroître les sorties d'IDE. C'est en mars 2000 qu'a été annoncée une nouvelle politique encourageant les entreprises chinoises à investir hors de Chine¹¹ dans le compte rendu du gouvernement présenté à la réunion annuelle de l'Assemblée nationale populaire (le parlement chinois). Cette politique a été placée sur un pied d'égalité avec la politique régionale établie visant à développer l'*hinterland* chinois et elle a été d'abord appliquée par les régions de la côte orientale où les conditions étaient mûres pour un tel changement¹².

Cette réorientation politique a servi pour partie à recycler les rentrées abondantes de devises de façon à empêcher une surchauffe de l'économie intérieure. En effet, dans les premières années du XXI^e siècle, la Chine avait accumulé d'importantes réserves en devises¹³. Même si les autorités ont pu s'enorgueillir à plusieurs reprises de dégager des excédents à la fois des comptes courants et des comptes de capitaux, les économistes chinois lançaient des mises en garde contre les risques de pressions inflationnistes sur le renminbi et d'expansion trop rapide de la masse monétaire. L'abandon de la planification centrale de l'économie dans les années 90 avait privé les autorités des moyens matériels de contrôle direct qui leur permettaient de freiner l'investissement afin de maintenir la stabilité de la croissance économique.

Cette politique « d'expansion mondiale » a plusieurs objectifs complémentaires. Tout d'abord, elle vise à assurer un approvisionnement en ressources naturelles à la Chine. C'était déjà un objectif de l'investissement à l'étranger des années 80 et 90, mais il pris une importance considérable avec l'accélération de la croissance industrielle chinoise à un rythme qui épuise rapidement les ressources intérieures, particulièrement l'énergie. Ensuite, la Chine s'est dotée d'un socle industriel complet, mais elle est toujours en retard sur le reste du monde pour ce qui est de haute technologie et des méthodes de gestion. Acquérir des sociétés à l'étranger qui détiennent déjà ces compétences peut permettre aux entreprises chinoises de se moderniser plus rapidement et aux entreprises chinoises se livrant activement à des opérations de fusions-acquisitions dans le monde, de gagner des parts de marché et d'obtenir des technologies. Le rachat par Lenovo du pôle des ordinateurs personnels d'IBM pour 1.25 milliard USD donne une idée de l'échelle de ces transactions.

Encadré 1. Gros plan sur les statistiques d'IDE de la Chine

Le total cumulé des sorties d'IDE de la Chine est certes bien moindre que le chiffre comparable des entrées d'IDE en Chine, mais il est certainement beaucoup plus élevé que ne l'indiquent les statistiques officielles. Le chiffre officiel de la balance des paiements qui fait état de 1.8 milliard USD en 2004 sous-estime les sorties réelles d'IDE¹⁴ et il est difficile de dégager une tendance claire. Des opérations de fusions-acquisitions importantes (et très visibles) représenteront probablement une part croissante des sorties totales d'IDE les prochaines années, ce qui améliorera peut-être la précision des estimations des sorties d'IDE de Chine.

Les statistiques officielles des sorties d'IDE varient selon les organismes gouvernementaux et diffèrent des estimations provenant d'organismes hors de Chine. Selon les chiffres du ministère du Commerce, un total cumulé de 6 610 entreprises chinoises avaient investi 8.4 milliards USD à l'étranger à la fin de 2001 en termes d'investissement programmé¹⁵. A la fin de 2003, on comptait 7 410 entreprises qui avaient investi 11.4 milliards USD. L'Administration publique des changes qui mesure les sorties réelles et donc recense également les sorties d'IDE non autorisées, estime les sorties cumulées d'IDE de 1982 à 2001 à 34.6 milliards USD, et elles auraient même atteint 38 milliards USD à la fin de juin 2003. La CNUCED indique un IDE cumulé de 27.2 milliards USD à la fin 2000.

Les chiffres du ministère du Commerce ont jusqu'à présent sous-estimé les sorties totales d'IDE parce que celles-ci n'incluent que les investissements soumis à l'autorisation officielle. Cette situation est cependant en train d'évoluer. A compter de mai 2005, les entités chinoises doivent notifier au ministère du commerce tous les investissements à l'étranger prévus, de façon à améliorer la couverture statistique et permettre aux entreprises d'échanger des expériences sur des problèmes rencontrés dans leurs activités hors de Chine. De plus, si les entrées d'IDE programmées excède toujours largement les entrées effectives en Chine, dans le cas des sorties, c'est l'IDE effectif qui dépasse l'IDE programmé. Cette sous-estimation considérable tient également au fait que les sorties d'IDE non autorisées sont plus importantes que les sorties autorisées, comme l'indiquent les données des enquêtes locales. Cette sous-estimation explique probablement pour partie les chiffres régulièrement élevés à la rubrique « erreurs et omissions nettes » dans la balance des paiements de la Chine de 1991 à 2001.

Les chiffres des sorties d'IDE dans la balance des paiements que publie l'Administration publique des changes paraissent également faibles et peuvent ne pas refléter exactement la tendance actuelle. Après une pointe de 6.9 milliards USD en 2001, Ces statistiques montrent une diminution ces dernières années avec des sorties nettes de 152.3 millions USD en 2003, avant un léger redressement à 1.8 milliard USD en 2004.

Malgré certaines incohérences, les données officielles présentent des répartitions géographique et sectorielle utiles des sorties d'IDE. Environ 59 % des sorties d'IDE concernent le commerce, 20 % les ressources naturelles et 12 % la production manufacturière. A la fin 2000, on recense ainsi 2 859 entreprises chinoises hors négoce ayant des activités dans 160 pays et territoires. Plus des deux tiers étaient situées dans la zone Asie-Pacifique et plus de 70 % se trouvaient dans des économies industrielles développées ou nouvellement industrialisées. Les dix premières destinations réunissaient 53.2 % du total : États-Unis (310 entreprises à capitaux chinois), Fédération de Russie (285), Hong Kong, Chine (236), la Thaïlande (145), l'Australie (112), le Canada (91), le Japon (89), l'Afrique du Sud (81) et la Malaisie (80). On distingue quatre types principaux d'entreprises qui investissent : les entreprises spécialisées dans le négoce, les entreprises manufacturières, les entreprises de transports et de génie civil et les PME.

Depuis l'annonce de la politique d'expansion mondiale de la Chine, d'autres pays sollicitent activement les investissements chinois. Par exemple, en septembre 2003 et 2004, des organismes de promotion des investissements de plusieurs pays de l'OCDE ont fait des présentations en vue de promouvoir l'IDE chinois dans leur pays à la foire internationale pour l'investissement et le commerce à Xiamen. Les destinations en concurrence pour l'investissement dans le monde en développement qui s'inquiétaient, dès avant l'adhésion de la Chine à l'OMC, que l'IDE des pays tiers ne soit détourné à leurs dépens et au profit de la Chine, cherchent également à attirer plus d'IDE en provenance de la Chine.

2.2.2. *Russie et autres pays d'Europe centrale et orientale*

Ces dernières années, l'IDE en Europe centrale et orientale donne une image « de maturité grandissante de l'investissement » – tendance des pays à investir à l'étranger et à jouer un rôle important dans la réaffectation des capitaux internationaux des entreprises multinationales plutôt que de se contenter de bénéficier de projets d'investissement ponctuels. Cette évolution fait suite aux phases antérieures de la première libéralisation du commerce avec l'étranger et de la réforme de la réglementation au début des années 90, suivies d'une vague d'IDE venue des pays de l'Union européenne. Selon une étude récente, les sorties d'IDE des PECO ces dernières années ont été renforcées par deux facteurs¹⁶. Tout d'abord, les économies les plus compétitives d'Europe centrale accueillent maintenant des filiales solidement capitalisées d'entreprises multinationales qui servent de plus en plus de têtes de pont pour l'investissement direct dans d'autres PECO. Ensuite, les entreprises qui ont été séparées des entités économiques à laquelle elles appartenaient avant les bouleversements des années 90 (un cas fréquemment cité est celui de la Slovaquie vis-à-vis du reste de l'ex-Yougoslavie) se sont attachées à recréer des liens économiques par le biais d'investissements transnationaux.

On peut dire que la Fédération de Russie a entamé ce processus avec retard. Toutefois, l'affirmation de la Russie comme investisseur à l'étranger retient maintenant de plus en plus l'attention des pouvoirs publics (qui jusqu'à récemment se préoccupait plus de lutter contre les sorties illégales de capitaux que de contrôler les sorties légales) et des milieux d'affaires de la Fédération. De récentes données indiquent que l'IDE tient habituellement une place importante dans l'ensemble des flux d'investissement internationaux russes, entrants et sortants, par rapport aux autres pays. Par ailleurs, l'investissement direct est proportionnellement plus important dans les sorties totales d'investissement de la Russie (60 %) que dans le stock d'investissements de l'étranger (44 %).

Comme on l'a vu, les sorties d'investissement direct de la Russie restent sans doute modestes par rapport à ce que l'on observe normalement dans la plupart des pays de l'OCDE, mais ces dernières années, le pays s'est affirmé comme l'un des principaux exportateurs de capitaux vers les pays en développement et en transition. (D'autres indicateurs des sorties d'IDE donnent toutefois le chiffre plus modeste de 4.2 milliards USD d'investissement en 2004 que les chiffres figurant dans le tableau 4¹⁷.) A la différence de nombreux pays de l'OCDE, les destinations et origines des entrées et sorties d'IDE diffèrent de façon importante. La source la plus importante d'entrées d'investissement direct étranger est Chypre (28 % de l'investissement direct étranger total en 2004) et on pense que ce chiffre est largement influencé par les investisseurs russes domiciliés dans ce pays. Les plus importants bénéficiaires des sorties d'investissement direct ont récemment été le Royaume-Uni (31 % du total), suivis des Pays-Bas (13 %) et de l'Iran (10 %).

Même si la Russie s'affirme dans son rôle d'investisseur à l'étranger, certains observateurs des mondes de la politique et des affaires regrettent la présence encore limitée des investissements russes à l'étranger, notamment sur les territoires de l'ancienne Union soviétique¹⁸. L'Ukraine (avec seulement 58 millions USD d'investissement direct) est le seul pays de la CEI à figurer parmi les principales destinations de l'investissement direct étranger l'année passée, mais après des centres tels que Gibraltar et Chypre.

Les observateurs russes ont également avancé que les motivations de la plupart des investisseurs russes s'appuient sur des considérations à court terme plutôt que sur des stratégies d'investissement à long terme et de diversification. On pourrait évoquer à cet égard plusieurs opérations récentes ou en cours d'entreprises russes importantes comme des introductions en bourse dans des pays occidentaux et des participations à des appels d'offres à l'étranger. Ces opérations semblent être principalement motivées par les préoccupations fiscales de ces entreprises et plus généralement par ce qu'elles

considèrent comme des ingérences des pouvoirs publics susceptibles de menacer leurs activités en Russie.

Au fur et à mesure que la Russie avance dans la réforme de son économie, on est en droit de penser que l'approche « opportuniste » (opposée à stratégique) des entreprises du pays risque de poser des problèmes. Si l'on peut se fonder sur l'expérience des pays de l'OCDE, le développement et la modernisation économique de la Russie dépendent de sa participation à la production et aux réseaux de distribution internationaux. Le secteur des entreprises russes doit manifestement s'ouvrir plus largement à l'investissement international, y compris en intervenant plus activement à l'étranger.

2.2.3. *Amérique latine*

Dans les pays d'Amérique latine, un peu, comme on l'a vu, à l'instar des PECO, le processus d'intégration dans les réseaux internationaux a suivi plusieurs phases. Après dix ans de stabilisation politique et macroéconomique et en réponse aux programmes de privatisation de nombreux pays, les entreprises multinationales ont beaucoup investi en Amérique latine à partir du début des années 90. A cette époque, la plupart des multinationales « locales » domiciliées dans les pays d'Amérique latine appartenaient au secteur de l'énergie et étaient détenues ou contrôlées par l'État.

Au cours des années 90, un certain nombre de sociétés à capitaux locaux ont gagné des parts de marché et ont progressivement tissé un réseau transnational dans la région. Certaines ont apparemment profité d'un effet d'entraînement lié à la présence d'entreprises étrangères ainsi que du fait que plusieurs entreprises multinationales ont réduit leur présence dans la région en réaction aux turbulences macroéconomiques et à l'incertitude des réglementations. Une récente étude des Nations Unies qualifie ces entreprises de « Trans-latines » et constate que les dix plus grandes (en termes de chiffre d'affaires consolidé), hors industries extractives sont les sociétés de télécommunications Telmex et America Movil contrôlées par des capitaux mexicains, le cimentier CEMEX et le producteur de boissons FEMSA, également mexicains¹⁹. En dehors de la zone de l'OCDE, les principales entreprises multinationales d'Amérique latine sont l'entreprise de construction Odebrecht (Brésil), les sidérurgistes Gerdau (Brésil) et Tenaris (Argentine) et le fabricant de boissons Ambev (Brésil).

Plus récemment, des « Trans-latines » ont elles-mêmes été de plus en plus nombreuses à s'établir en dehors de leur région et certaines paraissent en voie de créer des réseaux véritablement mondiaux. Ces entreprises sont Gerdau, Teraris et la compagnie mexicaine de pétrochimie Grupo Alfa, qui non seulement s'est établie aux États-Unis et au Canada mais a aussi créé des filiales en Europe et en Asie. Il convient de souligner le cas de CEMEX qui est maintenant présente sur les cinq continents. Sa plus récente transaction, pour obtenir un meilleur accès au marché européen, a été l'acquisition de RMC, fabricant international dominant de béton au Royaume-Uni.

3. **L'investissement est de plus en plus couvert par des accords internationaux**

Les investissements directs à l'étranger de la plupart des pays ayant continué de s'accroître, les autorités compétentes ont pris des mesures pour conclure des traités d'investissement ou d'autres accords, avec un nombre croissant de gouvernements étrangers. Cette évolution n'est en aucun cas limitée aux pays de l'OCDE, mais il est néanmoins instructif de regarder de plus près les tendances récentes des accords qui affectent les principaux pays de l'OCDE.

Comme le montre le tableau 6, les douze plus grands pays investisseurs de l'OCDE ont jusqu'à ce jour conclu quelque 670 traités bilatéraux d'investissement (TBI) et quelque 25 autres dispositions assimilables à des TBI dans des accords de libre échange (ALE), ce qui représente près d'un tiers de

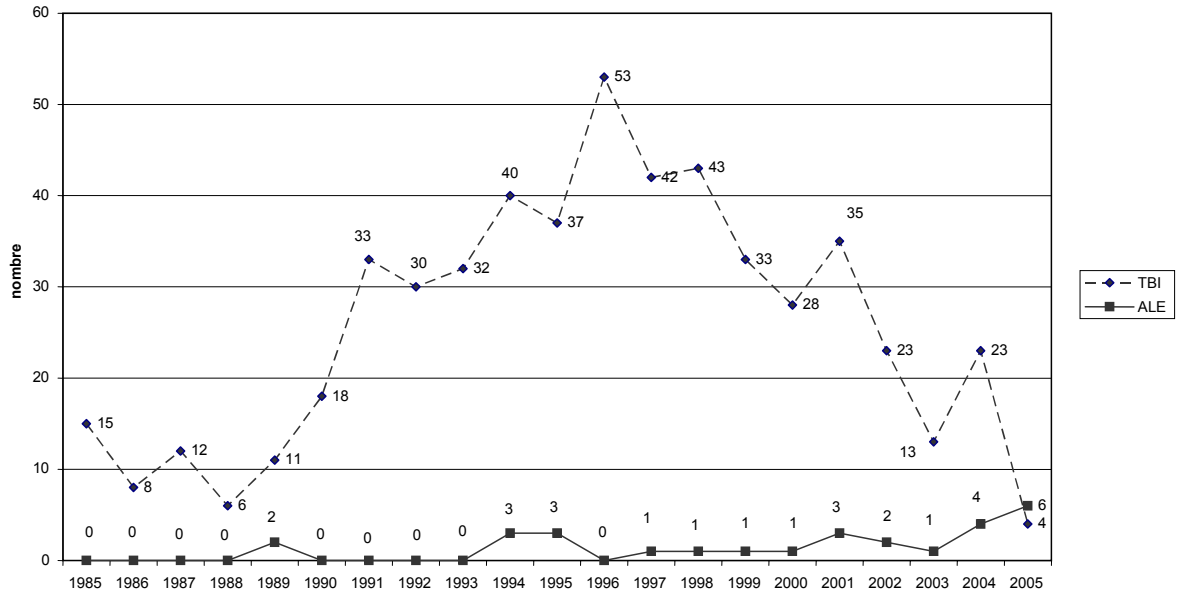
tous les accords d'investissement dans le monde²⁰. L'Allemagne, la Suisse, le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas sont parties à près de 70 % des TBI conclus par les pays de l'OCDE. Le Mexique, les États-Unis, l'Australie et le Canada couvrent 90 % des ALE de la zone OCDE comportant des dispositions, y compris les disciplines assimilables aux TBI.

Il est encore plus intéressant de considérer les montants d'investissement direct réellement couverts par les TBI et ALE que leur nombre. Ces estimations sont également données dans le tableau 6. Il apparaît que dans les pays européens, les montants des sorties d'investissement direct couverts par les TBI représentent rarement plus de 10 % des totaux, sauf pour l'Espagne (25 %) et l'Allemagne (12 %). Toutefois, cette couverture européenne, apparemment faible, doit être mise en relation avec le fait que la plus grande partie de cet investissement est destinée à d'autres pays européens et, pour la plupart, couverte par les normes rigoureuses des traités de l'UE et de l'AELE. Si l'on tient compte de ces traités, l'investissement européen à l'étranger paraît jouir des niveaux élevés de protection des traités – bien plus de 60 %. Le Japon qui s'est relativement récemment lancé dans le processus des TBI/ALE présente une couverture comparativement faible (moins de 12 %).

Dans de nombreux pays qui ont adopté des ALE avec des dispositions relatives aux investissements, ces accords couvrent maintenant une plus grande part de l'investissement à l'étranger que les TBI. Le cas de l'Australie est particulièrement frappant : les TBI couvrent moins de 3 % du stock d'investissement à l'étranger. En revanche, 60 % de cet investissement sont couverts par les quatre ALE de l'Australie – dont trois ont été conclus ces deux dernières années²¹. La part de l'investissement direct à l'étranger du Canada et des États-Unis, couverte par des ALE, est assez importante – environ 43 % et 20 % respectivement – tandis que leurs TBI en couvrent à peine 1 %. Cette importance apparente des ALE est principalement due au fait que l'Australie, le Canada et les États-Unis ont pour principales destinations d'investissement leurs partenaires d'ALE. Comme l'illustre le graphique 3, le nombre de nouveaux TBI entrant en vigueur a reculé depuis le milieu des années 90. Les pays en question n'ont jusqu'à présent conclu que 4 nouveaux TBI en 2005 par rapport au chiffre record de 53 en 1996. Historiquement, les pays européens ont été les plus enclins à négocier des TBI. Il y a des décennies qu'ils ont commencé à signer des traités avec les nations africaines nouvellement indépendantes et les pays du bassin méditerranéen. Par la suite, ils ont tourné leur attention sur l'Europe centrale et orientale, l'Amérique latine et plus récemment, le continent asiatique. A partir des années 1990, les États-Unis se sont aussi montrés intéressés par ce type de traité. Aujourd'hui, ce pays a conclu 39 TBI, tout d'abord avec les économies d'Amérique latine et les économies en transition et plus récemment, avec les pays d'Asie et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Graphique 3. TBI et ALE nouvellement conclus dans les principaux pays de l'OCDE*

(en juin 2005)



* Australie, Canada, France, Allemagne, Japon, Mexique, Pays-Bas, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni et États-Unis. Aucune tentative n'a été faite pour éliminer les cas de double comptage, dont 11 apparaissent ici : 6 TBI et 5 ALE.

Source : Secrétariat de l'OCDE

Plusieurs ALE contenant des dispositions sur l'investissement sont entrés en vigueur ces deux dernières années. On prête fréquemment à l'ALENA, signé en 1994, même s'il n'est pas le premier ALE de ce type, le rôle de déclencheur de l'intérêt croissant en faveur de ce type d'accord. Des approches similaires ou comparables ont été appliquées à 25 reprises (tableau 6). Les États-Unis ont été très actifs dans ce domaine – avec 8 ALE conclus et 20 autres que l'on dit en cours d'examen. Le Japon a conclu un ALE avec Singapour et est réputé progresser dans ses négociations d'accords de partenariats économiques avec la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines.

Tableau 6. TBI et ALE dans les principaux pays de l'OCDE^{1, 2}

(En pourcentage du stock d'investissement direct : entrées et sorties)³

Pays	Accords d'investissement			Sorties d'IDE protégées par des TBI et des ALE (en pourcentage des sorties totales d'IDE)			Entrées d'IDE protégées par des TBI et des ALE (en pourcentage des entrées totales d'IDE)		
	Nombre de TBI	Nombre d'ALE	Nombre total d'accords	Protégées par des TBI	Protégées par des ALE	Total	Protégées par des TBI	Protégées par des ALE	Total
Australie	14	4	18	3 %	60 %	63 %	1 %	32 %	34 %
Canada	21	4	25	2 %	44 %	45 %	0 %	64 %	64 %
France	84	0	84	6 %	0 %	6 %	1 %	0 %	1 %
Allemagne	113	0	113	12 %	0 %	12 %	1 %	0 %	1 %
Japon	11	2	13	8 %	4 %	12 %	2 %	1 %	4 %
Mexique	17	11	28	NA	NA	NA	19 %	65 % ⁴	84 %
Pays-Bas	79	0	79	9 %	0 %	9 %	1 %	0 %	1 %
Espagne	47	0	47	25 %	0 %	25 %	2 %	0 %	2 %
Suède	54	0	54	6 %	0 %	6 %	0 %	0 %	0 %
Suisse	98	1	99	10 %	1 %	10 %	0 %	1 %	1 %
Royaume-Uni	93	0	93	7 %	0 %	7 %	2 %	0 %	2 %
États-Unis	39	8 ⁵	47	1 %	20 %	22 %	0 %	10 %	10 %
Total brut	670	30	700	(double comptage inclus)					
Total net	664	25	689	(double comptage exclu)					

1. Les pays énumérés comptent respectivement pour 91.9 % et 83.1 % du stock d'investissement total de l'OCDE : sorties et entrées.

2. Le nombre de TBI et d'ALE s'appuie sur les informations disponibles en juin 2005.

3. Les chiffres de stock s'appuient sur les données de l'OCDE disponibles pour 2002 ou 2003.

4. Accord de libre échange UE-Mexique non inclus)

5. Accord de libre échange de l'Amérique centrale inclus

Note : part de l'UE dans le total mondial de chaque pays (stock des sorties, stock des entrées) : France 54.8 % et 73.2 % ; Allemagne 53.4 % et 74.2 % ; Pays-Bas 50.1 % et 62.1 % ; Espagne 43.3 % et 69.0 % ; Suède 59.3 % et 62.4 % ; Suisse 42.9 % et 56.0 % ; Royaume-Uni 56.9 % et 46.8 %

Les chiffres de l'Espagne et du Mexique s'appuient sur les données cumulées d'IDE.

Double comptage : TBI (6) ; Mexique-France, Mexique-Allemagne, Mexique-Pays-Bas, Mexique-Espagne, Mexique-Suède, Mexique-Suisse

ALE (5) : États-Unis-Canada, États-Unis -Australie, ALENA (États-Unis-Canada-Mexique), Japon-Mexique.

Selon une autre évolution récente, les ALE contenant des dispositions sur l'investissement ne se limitent plus aux partenaires économiques régionaux. Certains des accords les plus récents couvrent même des pays situés sur des continents différents. Le Mexique en est un exemple. En plus de 8 accords régionaux, il a conclu des ALE avec l'Union européenne, l'AELE et le Japon.

Les accords d'investissement ne sont pas une protection « à sens unique » de l'investissement en provenance des économies de l'OCDE. Ils protègent également les investisseurs qui font entrer des capitaux et si les sorties d'investissement direct des pays de l'OCDE tendent à être supérieures aux entrées, le tableau 6 donne lieu néanmoins à quelques observations intéressantes dans ce domaine. Le Canada, par exemple, s'est engagé à maintenir les normes des traités pour 64 % de l'investissement direct reçu. En Australie, ce taux est de 34 % et aux États-Unis, le niveau est comparativement faible : 10%. En Europe, près de la moitié du total des entrées d'investissement direct jouit de la protection élevée des traités de l'UE ou de l'AELE. Les TBI et les ALE protègent une part très limitée des entrées d'investissement dans les pays européens.

4. Gros plan sur la mondialisation de « l'économie du savoir »

Au vu de l'importance croissante de l'investissement dans les pays non membres de l'OCDE, les analystes se sont penchés sur la nature évolutive de l'attrait que présentent ces pays pour les investisseurs de la zone de l'OCDE. Traditionnellement le postulat était que l'investissement dans les

pays en développement était motivé soit par la disponibilité de ressources, soit par la recherche de sites de production à bas coût par les entreprises. Toutefois, depuis un certain temps, il apparaît que cette explication est souvent trop simpliste. Les investisseurs dans les sites à bas coûts (comme l'industrie textile dans certains pays d'Asie) ont la possibilité de traiter sur un pied d'égalité avec les entreprises locales, ou même de les intégrer complètement dans leur propre chaîne mondiale de valeur, sans prendre de participation. Il s'avère que les entreprises multinationales passent de plus en plus de la phase de commerce avec un pays à une phase d'établissement d'une présence dans ce pays, ce qui entre dans une stratégie d'entreprise plus élaborée qui vise, notamment, à produire localement pour la consommation internationale tout en desservant les marchés locaux. C'est ce qui ressort très clairement de la tendance observée cette dernière décennie où les investisseurs internationaux choisissent des pays d'accueil dans le monde en développement non seulement en fonction de leurs coûts (et de leurs atouts en termes de conditions offertes) mais aussi en fonction de la taille de leur économie intérieure.

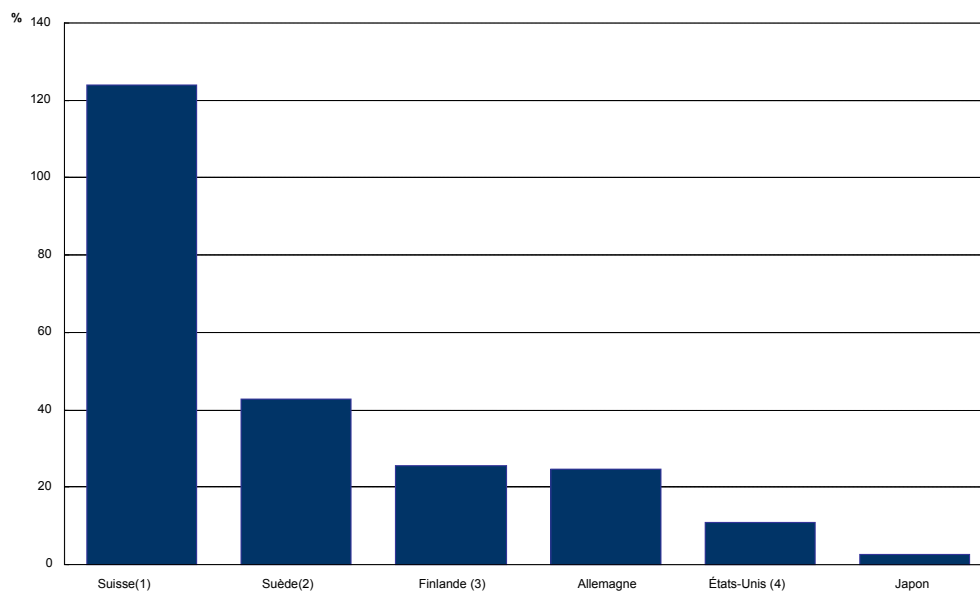
Plus récemment, les investissements dits de « recherche d'actifs stratégiques » qui auparavant était censés être l'apanage des économies les plus développées, semblent maintenant à la portée des pays en développement. Un des exemples les fréquemment cités est la délocalisation des services de développement de logiciel dans le sous-continent indien pour bénéficier de ses ressources humaines. Moins visible à l'extérieur, l'attribution de la production industrielle à de grands pays en développement (comme l'industrie automobile en Amérique du Sud et dans l'ancienne Union soviétique) s'appuie en même temps sur l'existence sur le plan local de compétences comme les services d'ingénierie.

Une publication récente de l'OCDE (Indicateurs de la mondialisation économique – voir l'encadré 2) éclaire la nature transnationale des activités à forte intensité de savoir²². Un exemple en est la part de la recherche et développement (R-D) totale réalisée en dehors du pays d'origine des entreprises multinationales. Les données ne sont disponibles que pour quelques pays mais il apparaît que les entreprises multinationales domiciliées dans les petits pays – bien que technologiquement avancés – sont plus enclines à mener des activités de recherche à l'étranger. Le meilleur exemple est donné par la Suisse dont les entreprises dépensent plus de la moitié de leur budget de R-D à l'étranger (graphique 4). On a attribué ce phénomène au fait qu'un pays qui compte seulement 7 millions d'habitants doit puiser dans le capital humain d'autres nations pour garder certaines des entreprises (par exemple, pharmaceutiques) technologiquement les plus avancées du monde.

La forte croissance de la composante étrangère de la R-D en témoigne. L'étude citée ci-dessus indique aussi que les dépenses de R-D des filiales à l'étranger des sociétés mères ont augmenté à un rythme annuel de 10 à 20 % de 1995 à 2001. Toutefois, cette comparaison n'implique que quatre pays de l'OCDE, l'Allemagne, le Japon, la Suède et les États-Unis. Parmi ces pays, la croissance des dépenses en R-D à l'étranger a été plus forte chez les entreprises multinationales suédoises et plus faible chez leurs homologues américaines.

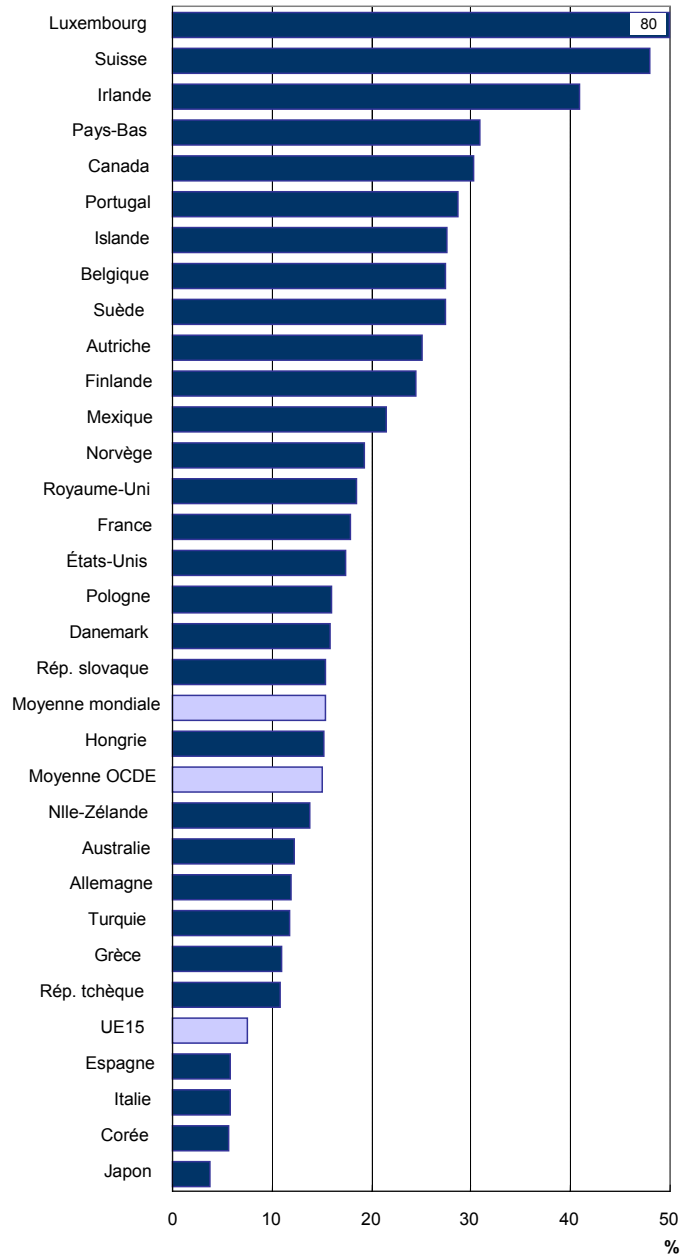
Une autre façon de mesurer le contrôle par les entreprises étrangères de l'innovation est la nationalité des brevets. D'après la base de données de l'OCDE sur les brevets, il apparaît que les entreprises de certains des plus petits pays européens dépendent fortement d'activités de R-D à l'étranger pour l'innovation. En Suisse et en Irlande, près de la moitié des demandes de brevet concernent des inventions faites à l'étranger et, au Luxembourg, cette part ne représente pas moins de 80 % (graphique 5). La plus grande économie de l'OCDE, les États-Unis, ne compte pas parmi les pays les plus « fermés » à cet égard. Les entreprises américaines bénéficient en effet largement d'innovations à l'étranger. Les entreprises domiciliées en Asie et du sud de l'Europe, en revanche, semblent dépendre largement de la R-D nationale pour progresser technologiquement.

Graphique 4 : Dépenses de R-D par les filiales à l'étranger en pourcentage des dépenses de R-D, 2001



Source : OCDE, Indicateurs économiques de la mondialisation (2005)

Graphique 5 : Propriété nationale d'inventions faites à l'étranger², 1999-2001



Source : OCDE, Indicateurs économiques de la mondialisation (2005).

Encadré 2. Les indicateurs économiques de la mondialisation

Les entreprises multinationales jouent un rôle clé dans l'internationalisation des marchés, généralement appelée « mondialisation », qui s'est nettement développée ces deux dernières décennies. L'intégration économique est au cœur de cette évolution mais elle n'en est pas le seul élément : les dimensions sociales, culturelles, politiques et institutionnelles ne peuvent être négligées.

En reconnaissant l'importance de la mondialisation pour la formulation des politiques, les décisions stratégiques et autres recherches et analyses économiques et sociales, l'OCDE a pris l'initiative d'élaborer une série d'indicateurs significatifs pour mesurer le phénomène à partir d'un vaste ensemble d'informations factuelles.

La première démarche importante a été de mettre au point la méthodologie des nouveaux indicateurs sachant que les seules statistiques traditionnelles ne sont plus suffisantes pour analyser complètement l'ampleur et les conséquences de la mondialisation et qu'elles doivent être complétées. De plus, de nouveaux concepts ont dû être définis et intégrés dans un cadre commun devant servir de référence à des outils d'analyse comparables.

Les résultats de ces travaux sont parus dans le *Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*. Ce *Manuel* a largement tiré profit des compétences d'un vaste réseau d'experts de l'OCDE, notamment de fonctionnaires des pays membres et d'autres organismes internationaux.

Les objectifs du *Manuel* sont doubles :

- i) Identifier un ensemble d'indicateurs pertinents pour mesurer l'ampleur et l'intensité du processus de mondialisation et permettre aux pouvoirs publics et autres analystes de suivre son évolution dans le temps ;
- ii) fournir à ceux qui collectent les données de base nationales les lignes directrices méthodologiques et statistiques nécessaires pour construire les indicateurs retenus et les rendre compatibles avec les normes internationales.

Sur la base des recommandations du *Manuel*, l'OCDE est en train de préparer une nouvelle édition qui comprendra différents indicateurs dont un petit nombre seulement figure dans le présent article. L'édition à venir (en octobre 2005) couvrira les indicateurs relatifs aux domaines suivants :

- a) Commerce et investissement internationaux
- b) Investissement direct étranger
- c) Activités des entreprises multinationales dans le secteur manufacturier
- d) Activités des entreprises multinationales dans le secteur des services
- e) Comparaison entre le secteur manufacturier et le secteur des services des entreprises multinationales
- f) Contribution des filiales sous contrôle étranger à la valeur ajoutée et à la productivité du travail dans le secteur manufacturier et le secteur des services des pays d'accueil.
- g) Internationalisation de la recherche-développement industrielle
- h) Propriété transnationale des inventions
- i) Balance des paiements technologiques
- j) Internationalisation des produits à forte intensité technologique dans les pays déclarants
- k) Part des filiales sous contrôle étranger dans le secteur des technologies de l'information et de la communication
- l) Aspects de la mondialisation du commerce

Notes

- ¹ Il est toutefois à noter que les entreprises dans la plupart des pays d'accueil n'utilisant pas le dollar comme devise de référence, les chiffres ont tendance à être surestimés par la faiblesse du dollar.
- ² T. W. Anderson (2005), « Foreign Direct Investment in the United States: New Investment in 2004 », *Survey of Current Business*, juin 2005, Bureau of Economic Analysis.
- ³ Agence française pour les investissements internationaux (2005), « Bilan des investissements étrangers en France 2004: Synthèse des résultats 2004 ». Cet article estime aussi que plus de 20 000 nouveaux emplois ont été créés par l'IDE en 2004 et que 9 000 emplois ont été préservés.
- ⁴ Ceci suppose d'exclure le Luxembourg de la comparaison. L'IDE qui transite par ce pays est dominé par un grand nombre de structures *ad hoc* établies uniquement pour servir de vecteur d'investissement.
- ⁵ Ministère d'État du tourisme et du commerce (2005), « Spanish Foreign Direct Investment Inflows and Outflows », 2004, document interne.
- ⁶ Banque nationale du Danemark (2004-2005), *Direkte Investeringer*, divers numéros.
- ⁷ fDi Magazine (2005), « Consumer spending keeps FDI in Russia on Course », avril/mai.
- ⁸ Ce point a été soulevé plusieurs fois dans des publications universitaires. Pour une présentation générale récente, voir N. Chandra Mohan (2005), « Redefining FDI: can the elephant trump the dragon? », *India Now*, Vol. 2, Issue 1.
- ⁹ Aykut, D. et D. Ratha (2004), « South-South FDI flows: how big are they? », *Transnational Corporations*, Vol. 13.
- ¹⁰ L. Cotton et V. Ramachandran (2001), « Foreign Direct Investment in Emerging Economies: Lessons from sub-Saharan Africa », *Discussion Paper No. 2001/82*, United Nations University, WIDER.
- ¹¹ « *Zouchuq* » (littéralement « aller à l'extérieur »), généralement traduit en français par « expansion mondiale ».
- ¹² Zhao Wei (2004), *Chinese Enterprises "Going Out" – An Analysis of Government Policy Orientation and Typical Examples* [en chinois], Economic Science Publishing House, Beijing
- ¹³ Par exemple, les réserves en devises étaient de 659.1 milliards USD à la fin de mars 2005 [www.chinability.com].
- ¹⁴ Ce chiffre paraît cohérent avec le chiffre total national le plus récent des autorisations d'investissement à l'étranger indiquées sur le site du ministère du Commerce [www.fdi.gov.cn] qui estime les sorties d'IDE autorisées à 770 millions USD pour les cinq premiers mois de 2004.
- ¹⁵ Tous les chiffres de ce paragraphe et des deux paragraphes suivants sont cités dans Zhao Wei, op cit.
- ¹⁶ K. Kalotay (2004), « Outward FDI from Central and Eastern European Countries », *Economics of Planning*, Vol. 37.
- ¹⁷ Le chiffre de 4.2 milliards USD s'appuie sur les données relevées par le Service fédéral des statistiques d'État (www.gks.ru). Ces données donnent plus de détails sur la ventilation géographique des flux d'investissement, mais traditionnellement elles diffèrent des données relevées par la Banque

centrale de Russie dans ses statistiques de la balance des paiements en raison de spécificités propres à la collecte de données et aux méthodologies adoptées par les deux institutions.

¹⁸ K.N. Gusev: Scope and structure of Russian investment abroad, dans « *Bankovskoe delo* » (en russe), disponible à l'adresse : www.bankdelo.ru/1204Gusev.htm

¹⁹ Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2005), *Foreign Investment in Latin America and the Caribbean*, Nations Unies.

²⁰ La CNUCED estime le nombre total de traités bilatéraux d'investissement à plus de 2 300.

²¹ Avec Singapour, la Thaïlande et les États-Unis.

²² OCDE (2005), *Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, Paris. Toutefois, cette publication ne contient pas d'informations spécifiques sur les activités réalisées en dehors de la zone OCDE par les entreprises basées dans l'OCDE.

ANNEXE

STATISTIQUES INTERNATIONALES SUR L'INVESTISSEMENT DIRECT

Tableau A.1 Investissement direct étranger des pays de l'OCDE : sorties

Millions USD

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003p	2004e
Allemagne	24231.9	22947.0	18595.1	17196.1	18857.8	39051.6	50806.3	41794.1	88837.2	108691.6	56567.5	39691.1	15185.0	-3573.2	-7271.5
Australie	992.3	1199.4	5266.9	1947.0	2816.5	3281.8	7087.6	6427.9	3344.8	-420.7	3158.5	12072.1	7873.2	14306.2	16707.9
Autriche	1627.2	1285.3	1697.5	1190.5	1257.2	1130.6	1935.0	1988.2	2745.2	3300.7	5740.9	3137.9	5812.0	6782.6	7168.6
Belgique/Luxembourg	5956.0	6066.2	10955.9	3850.5	1205.4	11728.4	7811.3	7884.5	29107.8	132325.8	218364.4	100624.7	0.0	0.0	0.0
Belgique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	12705.4	36932.9	26141.1
Canada	5235.2	5832.3	3589.2	5699.9	9293.5	11462.3	13094.3	23059.2	34349.2	17250.1	44678.5	36037.2	26745.9	21463.9	47446.2
Corée	1051.6	1488.6	1161.5	1340.0	2461.1	3552.0	4670.1	4449.4	4739.5	4197.8	4998.9	2420.1	2616.5	3425.5	4792.0
Danemark	1618.2	2051.8	2236.0	1260.5	3955.1	3063.5	2519.1	4206.6	4476.6	16433.9	23093.2	11615.5	5179.8	1271.1	-11067.0
Espagne	3441.7	4424.4	2171.0	3173.6	4110.8	4157.8	5590.1	12546.8	18937.7	42084.5	54684.6	33099.5	31540.2	23395.0	42000.0
Etats-Unis	37183.0	37889.0	48266.0	83950.0	80167.0	98750.0	91885.0	104803.0	142644.0	224934.0	159212.0	142349.0	154460.0	140579.0	252012.0
Finlande	2708.5	-124.0	-751.7	1407.1	4297.8	1497.3	3596.5	5291.7	18641.5	6615.5	24034.7	8372.0	7629.1	-2592.1	-1028.3
France	36228.4	25137.6	30407.1	19736.1	24372.3	15758.1	30419.5	35580.9	48612.7	126859.2	177481.6	86783.3	50486.1	53197.0	47829.5
Grèce	--	--	--	--	--	--	--	--	-275.6	552.1	2136.5	616.1	655.3	46.5	606.9
Hongrie	--	--	--	10.6	48.3	59.1	-3.6	461.9	278.3	250.1	620.2	368.1	278.1	1646.5	537.9
Irlande	364.7	192.6	214.4	217.8	436.3	819.8	727.9	1013.7	3902.1	6109.1	4629.6	4066.1	10341.9	3546.1	11415.1
Islande	11.5	28.6	6.3	14.3	23.7	24.8	63.4	56.0	74.1	123.1	392.6	341.8	320.0	352.5	2446.9
Italie	7611.7	7325.9	5948.5	7230.6	5108.8	5731.4	6464.9	12244.7	16077.6	6721.7	12318.5	21475.9	17138.3	9079.3	19273.2
Japon	50773.5	31687.7	17304.8	13914.4	18116.0	22632.1	23414.8	25991.7	24157.7	22750.0	31540.4	38352.0	32283.3	28799.4	30963.5
Luxembourg	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	126218.9	101146.6	59044.6
Mexique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.0	4404.0	929.7	1784.1	3489.7
Norvège	1431.5	1823.6	394.2	933.0	2172.5	2856.2	5892.5	5015.3	3200.7	5503.6	7613.8	-1322.7	4200.7	2139.9	1866.6
Nouvelle-Zélande	2360.7	1472.4	391.4	-1388.7	2008.2	1783.5	-1239.7	-1565.5	401.4	1072.5	608.7	911.9	-1225.0	-92.8	856.8
Pays-Bas	13660.6	12825.9	12697.1	10063.3	17553.8	20175.5	32098.1	24522.1	36475.1	57611.3	75648.7	47977.3	33931.8	37814.1	1458.6
Pologne	0.0	0.0	13.0	18.0	29.0	42.0	53.0	45.0	316.0	31.0	16.0	-90.0	230.0	196.0	806.0
Portugal	164.8	473.6	684.2	107.3	282.5	684.6	709.2	2092.0	4028.5	3191.4	8133.6	6243.7	155.2	7332.6	6182.0
République slovaque	--	--	--	12.8	17.7	43.0	62.9	95.1	146.6	-377.2	28.7	64.5	11.2	13.3	152.1
République tchèque	0.0	0.0	0.0	90.2	119.6	36.6	152.9	25.2	127.1	89.8	42.8	165.4	206.5	206.7	546.3
Royaume-Uni	17953.8	16412.1	17740.9	26063.1	32205.7	43560.0	34055.9	61620.0	122861.2	201436.7	233487.7	58885.2	50346.5	66726.2	65436.1
Suède	14748.2	7057.6	408.7	1357.7	6701.1	11214.3	5024.8	12647.5	24379.4	21928.6	40667.3	6374.9	10630.0	21259.8	11947.2
Suisse	7176.9	6542.5	6058.5	8765.4	10798.0	12213.9	16150.8	17747.9	18768.8	33264.3	44698.1	18246.6	7867.9	15113.9	25219.6
Turquie	-16.0	27.0	65.0	14.0	49.0	113.0	110.0	251.0	367.0	645.0	870.0	497.0	175.0	499.0	859.0
Total OCDE	236516.1	194067.1	185521.7	208175.1	248464.9	315423.1	343152.5	410296.1	651722.2	1043175.4	1235467.8	683780.1	614928.4	592797.9	667838.7

Notes : Les données sont converties en dollars des États-Unis en utilisant des taux de change moyens ; p : préliminaire ; e : estimation.

Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

Tableau A.2 Investissement direct étranger des pays de l'OCDE : entrées

Millions USD

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003p	2004e
Allemagne	2962.0	4729.3	-2088.9	368.3	7133.9	12025.4	6572.8	12243.4	24596.7	56077.3	198313.0	26419.0	50564.0	27289.8	-38580.8
Australie	8115.8	4302.1	5719.8	4281.7	5024.6	11963.2	6111.0	7633.4	6002.6	3268.4	13949.9	4627.5	15626.5	6843.3	42221.0
Autriche	650.9	351.3	1432.7	1136.5	2102.9	1904.2	4428.6	2655.6	4534.1	2974.6	8841.7	5920.5	357.0	7358.8	4867.7
Belgique/Luxembourg	7516.0	8919.4	10957.3	10467.8	8313.2	10894.2	13924.4	16510.1	30146.9	142512.3	220987.8	84717.6	--	--	--
Belgique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	15640.5	32127.2	34386.9
Canada	7580.3	2880.0	4721.6	4730.3	8204.1	9255.4	9632.6	11522.0	22802.8	24747.2	66795.5	27669.9	21497.5	6352.5	6291.9
Corée	788.5	1179.8	728.3	588.1	809.0	1775.8	2325.4	2844.2	5412.3	9333.4	9283.4	3527.7	2392.3	3525.5	8188.6
Danemark	1206.7	1459.9	1014.7	1669.0	4897.6	4179.8	768.0	2798.6	7725.7	14657.1	31305.8	11587.2	6855.6	2698.7	-11417.8
Espagne	13838.6	12445.2	13350.7	9571.6	9275.8	6285.1	6820.6	6387.8	11798.4	15758.8	37530.2	28010.1	35939.8	25649.3	9850.1
Etats-Unis	48494.0	23171.0	19823.0	51362.0	46121.0	57776.0	86502.0	105603.0	179045.0	289444.0	321274.0	167021.0	80841.0	67091.0	106832.0
Finlande	787.5	-246.6	406.2	864.4	1577.7	1062.9	1109.0	2115.8	12140.7	4610.2	8835.6	3732.2	7926.7	3299.3	4650.5
France	15612.6	15170.9	17849.2	16442.7	15574.0	23679.1	21959.5	23171.5	30984.5	46545.9	43258.4	50485.1	49078.7	42538.4	24332.2
Grèce	1688.4	1718.1	1588.6	1243.6	1166.1	1197.7	1196.4	1088.6	72.1	561.5	1108.1	1589.4	50.3	661.3	1351.4
Hongrie	312.1	1474.4	1477.2	2446.2	1143.5	5101.9	3300.4	4170.9	3337.1	3313.1	2763.0	3936.0	2993.6	2161.9	4169.4
Irlande	622.6	1360.8	1458.1	1068.5	856.2	1441.5	2615.7	2709.6	8856.5	18210.1	25783.3	9652.7	29008.1	26912.6	14067.6
Islande	22.0	18.2	-12.7	0.4	-1.5	9.2	83.1	147.9	147.8	66.6	170.5	172.6	90.9	341.3	435.0
Italie	6343.4	2481.5	3210.8	3751.4	2235.6	4816.2	3534.9	4962.5	4279.8	6911.4	13377.3	14873.4	14558.2	16430.2	16824.5
Japon	1809.4	1286.2	2755.2	206.9	890.1	42.5	229.7	3223.1	3193.5	12740.4	8318.6	6247.9	9243.2	6322.2	7818.8
Luxembourg	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	117108.6	92419.2	57034.4
Mexique	2633.0	4761.5	4393.0	4389.0	15066.7	9666.6	10075.8	14233.6	12402.0	13336.9	16909.6	27720.8	15325.2	11663.6	16601.9
Norvège	1176.7	-48.9	810.4	1460.7	2777.6	2408.0	3168.5	3946.4	4353.7	7061.7	6907.7	2009.3	679.0	3802.8	2159.4
Nouvelle-Zélande	1683.1	1695.6	1089.2	2211.6	2615.7	2849.7	3922.0	1917.2	1825.5	940.4	1344.4	4219.3	-529.7	670.1	2581.0
Pays-Bas	10516.2	5778.9	6169.4	6443.1	7158.4	12306.8	16660.1	11136.5	36924.9	41206.1	63865.6	51936.8	25060.3	19349.3	-4608.0
Pologne	88.0	359.0	678.0	1715.0	1875.0	3659.0	4498.0	4908.2	6365.0	7270.0	9343.0	5714.0	4131.0	4123.0	6159.0
Portugal	2255.4	2291.6	1903.8	1516.2	1254.6	660.1	1343.8	2361.7	3004.7	1156.8	6636.5	6299.3	1769.1	6564.4	1112.2
République slovaque	--	--	--	179.1	272.9	241.4	395.7	230.6	706.8	428.5	2383.1	1584.1	4126.5	593.8	1107.5
République tchèque	--	--	--	653.4	868.3	2561.9	1428.2	1301.1	3716.4	6326.2	4980.2	5644.6	8483.5	2108.7	4464.0
Royaume-Uni	30470.7	14849.2	15474.8	14821.3	9254.6	19968.4	24441.3	33244.9	74348.9	87972.8	118823.8	52650.2	24051.9	20380.3	78453.6
Suède	1971.4	6355.8	41.0	3845.1	6349.7	14446.9	5436.6	10967.4	19842.7	60929.1	23245.5	11900.1	11734.1	1285.3	-1852.2
Suisse	5484.9	2642.8	411.2	-83.3	3368.4	2223.2	3078.2	6641.8	8941.9	11714.0	19266.0	8858.9	6283.8	16565.7	4480.6
Turquie	684.0	810.0	844.0	636.0	608.0	885.0	722.0	805.0	940.0	783.0	982.0	3266.0	1038.0	1694.0	2568.0
Total OCDE	175314.4	122197.0	116206.5	147986.6	166793.6	225287.3	246284.4	301482.4	528449.0	890857.7	1286583.5	631993.3	561925.0	458823.5	406550.3

Notes : Les données sont converties en dollars des États-Unis en utilisant des taux de change moyens ; p : préliminaire ; e : estimation.

Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

Tableau A.3 Investissement direct étranger des pays de l'OCDE : position des sorties

Millions USD

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003p	2004e
Allemagne	130760.3	150517.4	154741.3	162365.0	194523.4	233107.4	248634.1	296274.9	365195.7	412881.3	486749.8	550306.7	615885.1	718081.2	--
Australie	30494.9	30897.0	34559.6	40503.6	47786.3	53009.0	66857.9	71968.4	78647.9	89583.6	85385.3	92231.9	93086.1	126873.8	156351.5
Autriche	4746.9	5993.6	6584.5	7974.2	9514.1	11832.0	13059.8	14011.4	17468.4	19127.3	24819.9	28510.6	42483.2	58729.5	70829.2
Belgique/Luxembourg	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Belgique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Canada	84812.7	94387.4	87867.3	92469.1	104308.0	118106.1	132321.9	152959.3	171784.7	201446.8	237646.9	250691.0	274362.7	312185.0	369758.4
Corée	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	19967.0	20734.5	24986.4	--
Danemark	0.0	15612.0	16305.7	15799.2	19613.7	24702.5	27601.6	28127.7	30728.7	41236.5	60450.1	62604.1	63995.8	73844.1	--
Espagne	--	--	22046.8	24014.3	30044.8	36227.2	40537.1	50276.1	70056.4	112804.2	159957.8	184460.2	224101.5	281297.1	348082.4
Etats-Unis	616655.0	643364.0	663830.0	723526.0	786565.0	885506.0	989810.0	1068063.0	1196021.0	1414355.0	1531607.0	1686635.0	1839995.0	2069013.0	--
Finlande	11227.3	10845.3	8564.6	9178.2	12534.0	14993.2	17666.0	20297.5	29405.9	33850.3	52108.7	52224.4	63920.9	76127.8	80940.5
France	110120.6	129900.5	156326.6	158750.3	182331.8	204430.3	231112.8	237248.9	288035.9	334102.9	445087.0	508842.0	586306.6	720209.3	816866.9
Grèce	--	--	--	--	--	--	--	2792.2	3935.0	6094.0	7020.4	9000.6	11271.0	13056.0	--
Hongrie	--	--	223.6	224.6	291.2	278.1	265.3	646.6	785.1	924.2	1279.1	1554.5	2165.8	3537.6	4475.1
Irlande	--	--	--	--	--	--	--	--	20314.4	25232.1	27925.0	40818.7	54024.7	64457.2	--
Islande	75.2	101.1	98.1	113.5	148.5	177.2	240.1	275.0	360.5	451.8	662.9	840.2	1255.0	1715.8	3893.3
Italie	60195.3	70419.3	70382.3	81086.6	89688.3	106318.6	117278.0	139437.2	176985.2	181855.5	180273.6	182373.3	194488.3	238887.6	280481.1
Japon	201440.0	231790.0	248060.0	259800.0	275570.0	238452.0	258608.9	271905.7	270037.5	248778.0	278444.1	300116.4	304234.1	335503.3	370541.7
Luxembourg	--	--	--	--	--	4703.3	4695.4	5022.3	7982.8	8467.8	7927.0	8810.2	16446.4	0.0	--
Mexique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	12077.5	12900.0	17185.3	22515.2
Pays-Bas	106896.1	117262.8	121052.5	120116.2	142944.0	172675.1	194015.6	198539.0	228983.2	263761.3	305459.2	332151.2	398611.6	544350.5	--
Norvège	10889.2	12149.1	11794.4	12717.7	17648.0	22520.7	25439.1	27494.5	31578.2	31871.3	33651.4	0.0	0.0	0.0	--
Nouvelle-Zélande	0.0	0.0	5899.0	4430.7	5896.2	7675.6	9293.1	5646.0	5490.8	7006.2	6065.1	7608.6	7494.7	9058.9	9619.4
Pologne	--	--	101.0	198.0	461.0	539.0	735.0	678.0	1165.0	1024.1	1018.0	1156.0	1457.0	1855.0	--
Portugal	--	--	--	--	--	4406.3	3953.9	5536.7	9941.9	10685.5	17255.6	21642.3	22173.1	35614.6	45555.1
République slovaque	--	--	--	--	166.4	138.5	185.0	236.4	408.2	346.0	379.1	506.6	485.6	633.2	--
République tchèque	0.0	0.0	0.0	181.4	300.4	345.5	498.0	548.2	804.1	697.9	737.9	1135.6	1473.1	2283.5	3059.9
Suède	50719.5	54797.6	48844.6	45522.5	60309.0	73142.5	72187.8	78201.2	93533.7	106273.8	123234.0	123268.1	146509.8	179229.7	204084.7
Suisse	66086.9	75880.8	74412.2	91570.3	112588.0	142481.4	141586.8	165354.1	184237.1	194598.5	233385.2	253551.6	293346.2	342566.6	393018.6
Royaume-Uni	229306.7	232140.8	221678.9	245628.9	276743.8	304864.9	330432.5	360796.3	488372.0	686420.4	897844.8	869700.5	994135.7	1235897.6	1378129.6
Turquie	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	3668.0	4581.0	5847.0	6138.0	--
Total OCDE	1714426.5	1876058.6	1953372.9	2096170.1	2369976.0	2660632.4	2927015.8	3199544.5	3771116.6	4431717.3	5209116.5	5605385.5	6290920.1	7491532.5	..

Notes : Les données sont converties en dollars des États-Unis en utilisant des taux de change moyens ; p : préliminaire ; e : estimation.

Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

Tableau A.4 Investissement direct étranger des pays de l'OCDE : position des entrées

Millions USD

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003p	2004e
Allemagne	74066.8	77927.8	74730.1	71095.4	87338.1	104367.2	104658.1	190732.9	252392.5	290457.1	462529.1	416826.5	522820.9	659547.4	--
Australie	73615.1	77077.7	75821.7	82877.7	95543.8	104074.3	116797.2	101089.0	105961.7	120625.7	111138.5	107997.3	134751.0	186764.3	245812.7
Autriche	10971.8	11510.1	12040.8	12105.5	14636.0	19721.0	19629.2	19522.2	23564.8	23471.6	30430.8	34328.0	43506.7	60624.0	70829.2
Belgique/Luxembourg	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Belgique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Canada	112850.3	117031.5	108500.1	106869.7	110210.1	123182.3	132970.2	135935.6	143348.8	175000.9	212722.7	213755.4	224194.6	274285.8	303802.8
Corée	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	53207.5	62658.3	66069.7	--
Danemark	--	14747.0	14387.3	14617.9	17846.3	23800.9	22337.0	22267.8	30552.8	35568.7	59416.3	60714.6	64924.3	77552.3	--
Espagne	--	--	85989.4	80295.1	96301.8	109110.6	107871.2	100019.2	118159.4	116232.6	144848.5	165289.5	236289.9	314547.0	356550.9
Etats-Unis	505346.0	533404.0	540270.0	593313.0	617982.0	680066.0	745619.0	824136.0	920044.0	1101709.0	1421017.0	1513514.0	1505171.0	1553955.0	--
Finlande	5132.4	4220.5	3688.9	4216.7	6714.1	8464.5	8797.5	9529.8	16454.8	18320.4	24272.3	24069.8	34005.9	46225.0	55949.4
France	84930.9	97450.5	127881.4	135077.8	163451.4	191433.0	200095.8	195913.0	246215.9	244672.5	259773.0	295308.0	385186.7	520242.3	586186.9
Grèce	--	--	--	--	--	--	--	--	13084.0	15890.0	14113.0	13941.0	15560.0	21575.8	27213.0
Hongrie	568.8	2106.7	3424.1	5575.6	7083.5	11303.5	13274.9	17953.6	20752.9	23259.7	22856.2	27377.5	36213.4	48325.0	60365.1
Irlande	--	--	--	--	--	--	--	--	62453.1	72817.0	127087.6	134051.3	178566.5	217164.0	--
Islande	147.1	165.6	123.8	116.5	127.5	148.7	197.4	331.9	468.7	478.4	491.4	676.5	797.4	1213.7	1839.2
Italie	60008.5	61592.3	49972.7	53961.9	60416.0	65347.2	74599.9	85401.8	108835.3	108640.7	121168.7	113433.5	130813.8	180890.6	220720.3
Japon	9850.0	12290.0	15510.0	16890.0	19170.0	33507.7	29937.1	27077.5	26064.8	46115.3	50322.8	50319.7	78142.8	89728.3	96987.1
Luxembourg	--	--	--	--	--	18503.4	18232.7	17279.7	20766.1	20362.0	23491.7	26346.5	34838.7	--	--
Mexique	22424.4	30790.0	35680.0	40600.4	33197.7	41129.6	46912.0	55810.0	63610.4	78060.0	97170.2	140376.0	154344.0	--	--
Norvège	12403.8	15865.2	13644.9	13642.5	17018.0	19835.9	20623.8	20704.4	26081.4	29433.0	30261.4	32589.6	42649.2	48966.9	--
Nouvelle-Zélande	0.0	0.0	11779.5	15539.1	22062.2	25727.6	34743.7	31365.3	33169.9	32860.8	28069.8	22087.1	27743.9	35549.8	46185.2
Pays-Bas	68728.8	72479.6	74434.3	74474.2	93402.9	116051.2	126536.4	122183.1	164461.1	192591.9	243730.3	282879.2	349954.9	433408.6	--
Pologne	109.0	425.0	1370.0	2307.0	3789.0	7843.0	11463.4	14587.2	22461.0	26075.3	34227.0	41247.0	48320.0	55268.0	--
Portugal	--	--	--	--	--	18973.4	19737.9	19195.3	24412.1	23922.8	28695.5	34061.9	42404.4	58923.9	65213.1
République slovaque	--	--	--	--	897.0	1297.1	1899.8	2103.4	2919.6	3227.6	4679.4	5729.8	8530.6	11283.9	14503.7
République tchèque	--	--	--	3422.8	4546.6	7349.8	8573.1	9233.2	14377.1	17549.5	21647.0	27092.8	38672.3	45286.3	56401.9
Royaume-Uni	203905.3	208345.5	172986.4	179232.6	189587.5	199771.8	228642.5	252958.6	337386.1	385146.1	438630.7	506685.6	523319.2	608964.6	771658.2
Suède	12636.0	18085.0	14057.0	13126.9	22649.4	31089.3	34784.1	41512.7	50984.6	73312.5	93972.5	91584.0	119542.1	150206.3	163086.2
Suisse	34244.6	35747.2	32989.3	38713.5	48668.4	57063.7	53916.7	59515.2	71997.1	76000.2	86809.8	88766.3	124811.9	161828.6	181033.2
Turquie	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	19209.0	19677.0	18732.0	32455.0	--
Total OCDE	1291939.6	1391261.1	1469281.8	1558071.5	1732639.1	2019162.9	2182850.3	2376358.2	2920979.7	3351801.4	4212782.1	4543933.0	5187466.3	5960852.3	..

Notes : Les données sont converties en dollars des États-Unis en utilisant des taux de change moyens ; p : préliminaire ; e : estimation.

Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.